

Étude de l'influence de la
Revue de droit d'Ottawa
auprès de la Cour suprême
du Canada (de 1966 à 2017)

*Yan Campagnolo et
Kyle Kirkup*

DANS CETTE ÉTUDE, NOUS examinons l'incidence des articles publiés par la *Revue de droit d'Ottawa* (RDO) sur l'élaboration et l'évolution du droit à la Cour suprême du Canada (CSC) de 1966 à 2017; nous énumérons, à cet effet, le nombre de fois où la RDO a été citée par la CSC par rapport à d'autres revues de droit similaires. L'étude présente, en outre, une liste de 47 articles de la RDO ayant été cités par la CSC ainsi qu'une analyse des sept articles de la RDO les plus cités. Enfin, elle renferme une liste des 54 arrêts de la CSC dans lesquels des articles de la RDO ont été cités. L'étude conclut par des recommandations destinées à assurer que les articles publiés dans la RDO à l'avenir demeurent pertinents dans le cadre du travail accompli par la CSC.

Assessing the Influence
of the *Ottawa Law Review*
at the Supreme Court of
Canada (1966–2017)

*Yan Campagnolo and
Kyle Kirkup*

THIS STUDY EXAMINES THE impact of the articles published by the *Ottawa Law Review* (OLR) on the development of the law by the Supreme Court of Canada (SCC) from 1966 to 2017. It identifies how often the OLR was cited by the SCC compared to other similar law reviews. It also provides a list of 47 OLR articles that have been cited by the SCC and an analysis of the seven most-cited OLR articles. Finally, it contains a list of 54 SCC judgments in which OLR articles were cited. The study concludes with recommendations aimed at ensuring that articles published in the OLR in the future remain relevant to the work of the SCC.

TABLE DES MATIÈRES

Étude de l'influence de la *Revue de droit d'Ottawa* auprès de la Cour suprême du Canada (de 1966 à 2017)

Yan Campagnolo et Kyle Kirkup

- I. Introduction 57
- II. Méthodologie et observations générales 58
- III. Articles de la RDO les plus cités 62
- IV. Conclusion 75
 - Tableau 1—Liste des revues de droit universitaires citées par la CSC (1966–2017) 77
 - Tableau 2—Liste des articles de la RDO cités par la CSC (1966–2017) 78
 - Tableau 3—Liste des arrêts de la CSC citant des articles de la RDO (1966–2017) 84

Assessing the Influence of the *Ottawa Law Review* at the Supreme Court of Canada (1966–2017)

Yan Campagnolo and Kyle Kirkup

- I. Introduction 89
- II. Methodology and General Observations 90
- III. Most-cited OLR articles 93
- IV. Conclusion 105
 - Table 1—List of University-Based Law Reviews Cited by the SCC (1966–2017) 106
 - Table 2—List of OLR Articles Cited by the SCC (1966–2017) 107
 - Table 3—List of SCC Judgments Citing OLR Articles (1966–2017) 113

Étude de l'influence de la *Revue de droit d'Ottawa* auprès de la Cour suprême du Canada (de 1966 à 2017)

Yan Campagnolo et Kyle Kirkup*

I. INTRODUCTION

Comme la *Revue de droit d'Ottawa* [ci-après «RDO»] célèbre son 50^e anniversaire, le moment est propice pour évaluer sa contribution à l'élaboration du droit canadien. Cette étude empirique, qui s'inscrit dans la sphère de l'historiographie ou de l'étude de la citation juridique («*legal citology*»¹), examine l'influence de la RDO en circonscrivant le nombre d'arrêts de la Cour suprême du Canada [ci-après «CSC»] dans lesquels la RDO a été citée du 1^{er} janvier 1966 au 31 décembre 2017. Elle examine, en outre, la fréquence à laquelle la CSC a cité la RDO par rapport à d'autres revues de droit similaires (c'est-à-dire des revues juridiques rattachées à une université canadienne qui publient des articles dans tous les domaines du droit) et la manière dont la CSC s'est servie des articles de la RDO les plus cités dans le cadre de son processus décisionnel.

La partie II expose la méthodologie employée pour mener cette étude et certaines observations de nature générale qui peuvent être tirées des données ainsi recueillies. La partie III présente une analyse des articles

* Professeurs adjoints, Section de common law, Université d'Ottawa; professeurs conseils à la *Revue de droit d'Ottawa* (RDO). Les auteurs tiennent à remercier les rédacteurs en chef de la RDO ainsi que Christina Houle pour leur assistance dans la collecte des renseignements requis pour les fins de la rédaction de cet article. Ils désirent également reconnaître l'excellent travail d'édition effectué par Véronique Newman. La version anglaise de cet article a été traduite en français par Valérie Leclercq et Yan Campagnolo.

1 Pour une explication et des exemples de l'étude de la citation juridique, voir Fred R Shapiro et Michelle Pearse, «The Most-Cited Law Review Articles of All Time» (2012) 110:8 Mich L Rev 1483 à la p 1484. Voir aussi Jack M Balkin et Sanford Levinson, «How to Win Cites and Influence People» (1996) 71:3 Chicago-Kent L Rev 843 à la p 843.

de la RDO les plus souvent cités par la CSC en expliquant la manière dont ils ont contribué à l'évolution du droit canadien. L'étude conclut par des recommandations visant à assurer que les articles publiés dans la RDO à l'avenir demeurent pertinents pour la CSC.

II. MÉTHODOLOGIE ET OBSERVATIONS GÉNÉRALES

On peut évaluer l'incidence de la recherche juridique sur l'évolution du droit national de différentes façons. Un article peut être important en raison de son influence sur les universitaires, les juges ou les décideurs et décideuses politiques. Il est ainsi possible de déterminer l'incidence d'un article spécifique en calculant le nombre de fois où il a été cité dans la littérature savante, des décisions judiciaires ou encore des documents du gouvernement. Bien que le nombre de citations ne soit pas la seule façon d'évaluer l'incidence de la recherche juridique², les études démontrent que le «nombre de citations est étroitement lié à presque chaque mesure de qualité» [notre traduction]³.

Une manière utile d'évaluer l'incidence de la recherche juridique est de se concentrer sur les décisions judiciaires, étant donné que les juges ont pour responsabilité principale d'interpréter et d'appliquer le droit. Il existe, bien entendu, de nombreuses autres sources, notamment les ouvrages universitaires et les revues, où le nombre de citations peut être évalué. Les décisions judiciaires ont toutefois eu une incidence aussi directe que significative sur la société canadienne, peut-être de façon plus évidente en matière de droit constitutionnel depuis l'adoption de la *Charte canadienne des droits et libertés*⁴ [ci-après «Charte»] en 1982. Parmi la multitude de tribunaux canadiens, l'institution que l'on se doit d'examiner en priorité est la CSC, dans la mesure où ses arrêts lient tous les tribunaux inférieurs

2 En plus du nombre de citations, il serait possible, par exemple, d'examiner comment un livre ou un article universitaire a façonné la manière dont les juristes conçoivent un domaine spécifique du droit.

3 Jonathan Cole et Stephen Cole, *Social Stratification in Science*, Chicago, University of Chicago Press, 1973 à la p 35. Voir aussi Eugene Garfield, *Citation Indexing—Its Theory and Application in Science, Technology, and Humanities*, New York, Wiley, 1979 à la p 241. Cela dit, le calcul du nombre de citations n'est pas la seule façon d'évaluer la qualité d'un article : voir généralement Alfred L Brophy, «The Signaling Value of Law Reviews: An Exploration of Citations and Prestige» (2009) 36:2 Fla St UL Rev 229. Tel que le souligne Brophy, «le nombre de citations est une façon de mesurer la popularité [d'un ouvrage]; toutefois, la popularité n'est pas toujours un indicateur de qualité» [notre traduction] (*ibid* à la p 233).

4 Partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, constituant l'annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (R-U), 1982, c 11.

conformément à la doctrine du *stare decisis*. C'est pourquoi nous avons décidé de concentrer cette étude exclusivement sur les arrêts rendus par la CSC. Il faudrait mener d'autres études pour déterminer l'incidence des revues de droit canadiennes sur les décisions prononcées par les tribunaux d'instance inférieure.

Les données présentées dans le cadre de cette étude ont été recueillies à l'issue d'un examen des arrêts de la CSC entre 1966 (soit l'année où la RDO a été fondée) et 2017. Nous nous sommes fiés sur le moteur de recherche de langue anglaise disponible sur Lexum⁵—la base de données dans laquelle la CSC publie toutes ses décisions—pour répondre aux questions suivantes : à quelle fréquence la RDO a-t-elle été citée par rapport à d'autres revues de droit similaires ; quels articles publiés dans la RDO ont été cités par la CSC et à quelle fréquence ; dans quels arrêts la CSC a-t-elle cité des articles de la RDO et combien d'articles ont été cités dans chaque arrêt ? Les données ainsi recueillies ont été réparties en trois tableaux distincts, reproduits à la fin de cette étude.

Le tableau 1 présente une liste des 18 revues de droit universitaires citées dans des arrêts de la CSC. Afin de rendre les résultats plus significatifs, nous avons limité la recherche aux revues de droit existant depuis au moins 25 ans. Les revues de droit demeurent le principal médium de diffusion de la recherche juridique. Publier dans des revues de droit est « de loin le plus important facteur qui mène, pour un professeur de droit, à la permanence et à d'autres formes d'avancement professionnel [...] » [notre traduction]⁶. En effet, les professeurs et professeures [ci-après « professeurs »] de droit sont embauchés, promus et accèdent à la titularisation en grande partie grâce au nombre de leurs publications dans des revues avec comité de lecture. Le nombre de publications compte davantage que leur « excellence en enseignement ou leurs services à la communauté juridique » [notre traduction]⁷, et être en mesure de publier des textes dans les revues de droit les plus prestigieuses permet d'accéder à de meilleures gratifications. Le placement d'un article dans une revue réputée est souvent considéré, à tort ou à raison, comme un indicateur de sa qualité⁸.

5 « Judgments of the Supreme Court of Canada » (dernière consultation le 16 novembre 2018), en ligne : Lexum <scc-csc.lexum.com/scc-csc/en/nav.do>.

6 Fred R Shapiro, « The Most-Cited Law Reviews » (2000) 29:1 J Leg Stud 389 à la p 389. Voir aussi Fred Rodell, « Goodbye to Law Reviews—Revisited » (1962) 48:2 Va L Rev 279 à la p 285.

7 Brent E Newton, « Law Review Scholarship in the Eyes of the Twenty-First Century Supreme Court Justices: An Empirical Analysis » (2012) 4:2 Drexel L Rev 399 à la p 400.

8 Brophy, *supra* note 3 à la p 230.

À l'instar de la *Harvard Law Review* et du *Yale Law Journal* qui dominent le classement des revues de droit aux États-Unis⁹, la *Revue de droit de McGill* et le *University of Toronto Law Journal* arrivent en tête de liste pour ce qui est du nombre de citations dans les arrêts de la CSC au Canada. La RDO se classe dans la première moitié supérieure de cette liste, plus précisément à la 7^e place, avec 54 citations¹⁰. Il est intéressant de noter que la RDO arrive également au 7^e rang parmi les revues de droit universitaires canadiennes dans le classement de 2017 réalisé par la Washington and Lee School of Law [ci-après «W&L»]. De plus, les revues de droit universitaires qui occupent un rang supérieur à celui de la RDO dans le classement de la W&L et dans le cadre de la présente étude sont les mêmes¹¹.

Le tableau 2 présente une liste complète des articles de la RDO cités par la CSC. Un total de 47 articles de la RDO ont été cités dans les arrêts de la CSC. Les articles sont classés selon le nombre d'arrêts de la CSC dans lesquels ils ont été cités. Les articles cités dans un nombre égal d'arrêts de la CSC sont classés en ordre alphabétique par le nom de famille de leurs auteurs ou auteures [ci-après «auteurs»], à moins que l'article ne soit un «duplicata» (auquel cas l'article figure en bas de la liste)¹². Le tableau 2 indique également le statut professionnel de l'auteur principal au moment de la parution de l'article de même que le sujet général de l'article (droit public ou droit privé).

9 Fred R Shapiro, «The Most-Cited Law Review Articles Revisited» (1996) 71:3 Chicago-Kent L Rev 751 à la p 763.

10 La RDO se classe après le *Queen's Law Journal* (3^e), la *Alberta Law Review* (4^e), le *Osgoode Hall Law Journal* (5^e) et la *UBC Law Review* (6^e), mais avant le *Dalhousie Law Journal* (11^e), le *Manitoba Law Journal* (12^e), la *University of Toronto Faculty of Law Review* (13^e), la *Saskatchewan Law Review* (14^e) et quatre revues de droit québécoises (8^e, 9^e, 10^e et 15^e). La *Revue de droit de l'Université du Nouveau-Brunswick* (16^e), le *Windsor Yearbook of Access to Justice* (17^e) et la *Windsor Review of Legal and Social Issues* (18^e) complètent la liste.

11 Washington and Lee School of Law, en ligne: *Law Journal Rankings Project* <managementtools4.wlu.edu/LawJournals/Default.aspx> [W&L]. Dans le moteur de recherche, sélectionner «Canada» comme pays et, par la suite, cocher les boîtes intitulées «refereed» et «score». En 2017, les meilleures revues de droit universitaires étaient les suivantes : le *University of Toronto Law Journal*, le *McGill Law Journal*, le *Osgoode Hall Law Journal*, le *Queen's Law Journal*, la *Alberta Law Review*, la *UBC Law Review* et la RDO. Le score combiné du classement W&L se fonde sur une formule complexe basée sur le nombre de citations (dans les revues de droit et dans les décisions judiciaires) au cours des huit années précédentes à partir de la base de données de Westlaw.

12 Dans cette étude, le terme «duplicata» fait référence à un article qui a été cité indirectement par la CSC (il en est ainsi, par exemple, lorsque la CSC cite une décision judiciaire ou un ouvrage savant dans lequel un article de la RDO est lui-même cité).

Nous pouvons déjà faire cinq observations générales au sujet du tableau 2. En premier lieu, sept articles — sans compter les duplicatas — ont été cités au moins deux fois par la CSC, et parmi ceux-ci deux ont été cités dans trois arrêts différents. Ces articles, et la manière dont la CSC les a utilisés dans le cadre de son processus décisionnel, sont analysés dans la partie III.

En second lieu, 68,1 % des articles ont été rédigés par des professeurs de droit, par rapport à des avocats et avocates [ci-après «avocats»] (14,9%), des étudiants et étudiantes en droit (12,7%) ou des juges (4,3%). Ces données ne sont pas surprenantes dans la mesure où les professeurs de droit ont pour vocation de publier des articles savants dans des revues de droit. En outre, quatre auteurs ont vu deux différents articles publiés dans la RDO subséquemment cités dans des arrêts de la CSC (il s'agit de Nicholas Bala, d'Elmer Driedger, de Brian Etherington et de Richard Moon). Ils étaient tous professeurs de droit au moment de la publication, à l'exception d'Elmer Driedger qui était sous-ministre de la Justice du Canada lors de la publication de son premier article dans la RDO en 1968 et qui, par la suite, est devenu professeur de droit à la Section de common law de l'Université d'Ottawa.

En troisième lieu, presque tous les articles traitent de sujets de droit public (83,0%) plutôt que de droit privé (17,0%). Sachant que l'Université d'Ottawa est bien connue pour son expertise en droit public, nous nous attendions certes à ce que cette liste soit dominée par des articles en droit public, mais l'ampleur de cette prévalence (soit un ratio d'environ 4 à 1) est supérieure à ce que nous anticipions.

En quatrième lieu, bien que la RDO soit une revue de droit bilingue et publie près d'un tiers de son contenu en français, tous les articles cités par la CSC ont été publiés en anglais. Cette observation *a priori* déconcertante s'explique peut-être par le fait que la RDO n'a commencé à publier des articles en français sur une base régulière que dans les années 1990. En outre, hormis les causes en provenance du Québec (qui a une tradition de droit civil par rapport à la tradition de common law qui régit le reste du Canada), la plupart des causes entendues par la CSC sont plaidées en anglais. La RDO n'a généralement pas été un forum pour la publication d'articles traitant de questions juridiques émanant du Québec.

En cinquième lieu, 95,7% des articles cités par la CSC ont été publiés avant 2000, dont 4,3% ont été publiés dans les années 1960, 17,0% dans les années 1970, 51,0% dans les années 1980 et 23,4% dans les années 1990. Seulement deux articles (4,3%) publiés après 2000 ont été cités par la

CSC. Par conséquent, la *RDO* a connu un déclin radical dans son nombre de citations par la CSC depuis 2000¹³. Cette baisse donne à penser que les plus récents articles de la *RDO* ont été moins pertinents pour la CSC.

Le tableau 3 dresse une liste de 54 arrêts de la CSC dans lesquels au moins un article de la *RDO* a été cité (directement ou non). Un arrêt de la CSC a cité trois articles publiés dans la *RDO* et cinq arrêts de la CSC ont cité deux articles publiés dans la *RDO*. Les 48 autres arrêts de la CSC ont chacun cité un seul article publié dans la *RDO*.

Le tableau 3 précise le nombre d'articles de la *RDO* cités dans chaque arrêt et s'ils ont été cités dans le cadre d'une opinion unanime, majoritaire, dissidente ou concordante. Les résultats démontrent que les articles ont en général été cités soit dans le cadre d'une opinion unanime (29,6 %) ou majoritaire (37,0 %), plutôt qu'une opinion concordante (16,7 %) ou dissidente (16,7 %). Ces résultats sont significatifs dans la mesure où les opinions qui lient les tribunaux d'instance inférieure et qui, par conséquent, contribuent à l'élaboration du droit, sont celles rendues par la CSC dans son ensemble ou par une majorité de ses juges.

III. ARTICLES DE LA *RDO* LES PLUS CITÉS

Entre 1966 et 2017, la CSC a cité sept articles de la *RDO*, à l'exclusion des duplicatas, dans au moins deux différents arrêts. Tous ces articles portaient sur un sujet de droit public et avaient été rédigés par des professeurs de droit, hormis un article écrit par un avocat. Dans cette partie, nous analysons ces articles ainsi que la manière dont les arguments mis de l'avant ont été invoqués par la CSC dans le cadre de son processus décisionnel.

Les droits garantis des personnes handicapées au Canada

En 1997, Ian B. McKenna publiait un article concernant l'octroi de droits légaux aux personnes handicapées¹⁴. Lors de la publication de cet article, McKenna était professeur à la Faculté de gestion de l'Université de Lethbridge. Compte tenu de l'obligation d'accommodement prévue dans la législation canadienne sur les droits de la personne, la *Loi sur les accidents*

13 Aux États-Unis, on rapporte que « dans les dernières décennies, il y a eu un décalage croissant entre les articles juridiques publiés par les professeurs de droit et les besoins de la magistrature et du barreau en termes de littérature savante » [notre traduction] (voir Newton, *supra* note 7 à la p 400).

14 « Legal Rights for Persons with Disabilities in Canada: Can the Impasse Be Resolved? » (1997-98) 29:1 *RD Ottawa* 153.

du travail de l'Ontario¹⁵ et l'article 15 de la *Charte*, il a fait valoir, de façon convaincante, que la promesse de changement juridique avait été sapée par la primauté persistante des notions biomédicales de déficience et la résistance des employeurs à un tel changement. Pour renverser cette dynamique, le professeur McKenna a exhorté les décideurs politiques à accroître le «pouvoir politique des personnes handicapées» en «redéfinissant le concept d'invalidité de façon à promouvoir une compréhension de la communauté d'intérêts entre les populations 'invalides' et 'valides' et en contestant les régimes oppressifs [...] qui structurent les lieux de travail, les activités sociales et les institutions» [notre traduction]¹⁶.

La CSC a cité l'article du professeur McKenna dans trois de ses arrêts. La première fois était en 1999 dans l'affaire *Colombie-Britannique (Public Service Employee Relations Commission) c BCGSEU*¹⁷. Rédigeant la décision unanime de la Cour, la juge McLachlin (plus tard juge en chef) a cité l'article pour souligner que la distinction faite par l'analyse conventionnelle entre la discrimination directe et la discrimination par suite d'un effet préjudiciable peut, en pratique, «contribuer à légitimer la discrimination systémique»¹⁸. En 2000, dans un autre jugement unanime, *Québec (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse) c Montréal (Ville); Québec (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse) c Boisbriand (Ville)*¹⁹, la CSC a cité l'article du professeur McKenna afin d'interpréter la signification du terme «handicap» à l'article 10 de la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec²⁰. Enfin, en 2007, dans l'arrêt *Conseil des Canadiens avec déficiences c VIA Rail Canada Inc*²¹, une majorité de la CSC a noté que l'argument du professeur McKenna sous-tendait la notion selon laquelle l'expérience qu'a une personne de son handicap est le produit du climat social environnant²².

Bref, l'article du professeur McKenna défendait avec conviction la nécessité de mieux comprendre les structures sociétales sous-jacentes qui font en sorte que certaines personnes sont invalides et que d'autres sont valides. La CSC a réitéré cette importante intervention dans une série de causes influentes en matière de droits des personnes handicapées qui ont

15 LRO 1990, c W.11.

16 *Supra* note 14 à la p 159.

17 [1999] 3 RCS 3, 176 DLR (4^e) 1 [BCGSEU avec renvois aux RCS].

18 *Ibid* au para 39.

19 2000 CSC 27 aux para 78–80 [Commission des droits de la personne].

20 RLRQ, c C-12.

21 2007 CSC 15 [Conseil des Canadiens avec déficiences].

22 *Ibid* au para 181.

façonné notre compréhension collective de concepts tels que le handicap, l'obligation d'accommodement, voire même la signification des droits de la personne.

Les juges canadiens et le droit relatif au viol

Dans son article novateur publié en 1989, Elizabeth A. Sheehy, l'une des chercheuses en droit féministe les plus respectées au Canada et qui, jusqu'à tout récemment, était encore professeure à la Section de common law de l'Université d'Ottawa, s'est penchée sur la relation entre l'avènement de la *Charte* et les réformes féministes apportées au début des années 1980 au droit relatif aux agressions sexuelles²³. Après des décennies d'activisme féministe destiné à remédier au préjudice causé par les agressions sexuelles, le Parlement a apporté d'importantes réformes législatives en 1982²⁴. Le Parlement a notamment adopté une panoplie de limites juridiques, non discrétionnaires, aux types de preuves qui pouvaient être présentées dans le cadre de procès en matière d'agressions sexuelles. Ainsi, par exemple, la preuve des antécédents sexuels d'une plaignante victime d'agression sexuelle, de même qu'une preuve concernant sa personnalité, n'étaient plus permises. Dans l'ensemble du pays, des avocats de la défense ont intenté des contestations constitutionnelles à l'égard des articles 276 et 277 du *Code criminel*²⁵, à l'issue desquelles ils ont obtenu gain de cause en soutenant que ces dispositions violaient le droit à une défense pleine et entière garanti par l'article 7 et l'alinéa 11(d) de la *Charte*²⁶.

La professeure Sheehy soutenait que cette mosaïque de décisions rendues dans l'ensemble du pays semait la confusion parmi les policiers et policières, les procureurs et procureures de la Couronne et les juges, tout en imposant aux centres spécialisés et aux conseillers et conseillères en matière de viol le fardeau de «dire aux victimes qu'il n'existe pas de garanties quant aux éléments de preuve susceptibles d'être présentés dans le but de les discréditer si elles décidaient de dénoncer le crime subi et de poursuivre son auteur en justice» [notre traduction]²⁷. Elle soutenait, en outre, que les articles 276 et 277 du *Code criminel* devraient pouvoir résister à un examen constitutionnel minutieux parce que sinon le résultat serait

23 «Canadian Judges and the Law of Rape: Should the *Charter* Insulate Bias?» (1989) 21:3 RD Ottawa 741.

24 *Loi modifiant le Code criminel en matière d'infractions sexuelles et d'autres infractions contre la personne et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois*, SC 1980-81-82-83, c 125.

25 LRC 1985, c C-46.

26 Sheehy, *supra* note 23 aux pp 741-43.

27 *Ibid* à la p 743.

«désastreux pour les victimes de viol à la fois de nos jours et à l'avenir» [notre traduction]²⁸.

Cité trois fois par la CSC, l'article de la professeure Sheehy a jeté les fondements du cadre d'interprétation qui sert depuis dans les causes d'agression sexuelle. La CSC a cité l'article pour la première fois en 1991, dans *R c Seaboyer*²⁹, affaire dans laquelle elle examinait la constitutionnalité des articles 276 et 277 du *Code criminel*. Bien que la majorité de la CSC ait finalement invalidé les dispositions relatives au viol — une décision qui a ultérieurement mené à une réforme législative — la dissidence cinglante de la juge L'Heureux-Dubé s'appuyait, en grande partie, sur l'article de la professeure Sheehy afin de souligner le préjudice causé par le viol, les mythes et les stéréotypes concernant les femmes qui ont influencé le droit et les politiques, ainsi que les revendications féministes qui ont mené à la réforme législative de 1982. La juge L'Heureux-Dubé a, de toute évidence, été inspirée par la professeure Sheehy: tout au long de son opinion dissidente, elle cite plusieurs longs passages de l'article, en introduisant ou concluant ces passages avec des déclarations d'assentiment³⁰.

En 1999, dans l'arrêt *R c W (G)*³¹, une cause portant sur une situation de violence et d'agression sexuelle de la part d'un conjoint, la juge L'Heureux-Dubé a cité l'article de la professeure Sheehy dans le cadre de son opinion concordante. Elle s'est également appuyée sur cet article pour, entre autres, souligner la prévalence des «mythes et stéréotypes au sujet des plaignants dans les affaires d'agression sexuelle»³². La même année, la juge L'Heureux-Dubé citait à nouveau l'article de la professeure Sheehy dans une cause phare en matière d'agression sexuelle: *R c Ewanchuk*³³. Dans le cadre de ses motifs concordants au sujet du fonctionnement des tropes discriminatoires dans le contexte de l'agression sexuelle, la juge L'Heureux-Dubé cite un certain nombre d'auteurs féministes, et notamment la professeure Sheehy, en affirmant ceci: «[C]ette affaire ne met pas en

28 *Ibid* à la p 745.

29 [1991] 2 RCS 577, 83 DLR (4^e) 193 [*Seaboyer* avec renvois aux RCS].

30 Par exemple, dans un extrait, la juge L'Heureux-Dubé écrit: «Je suis d'accord avec la critique que Sheehy, précité, aux p. 774 et 775, fait de cette interprétation étroite des garanties constitutionnelles» (voir *Seaboyer*, *supra* note 29 à la p 696).

31 [1999] 3 RCS 597, 178 DLR (4^e) 76 [*W (G)* avec renvois aux RCS].

32 *Ibid* au para 29.

33 [1999] 1 RCS 330, 169 DLR (4^e) 193 [*Ewanchuk* avec renvois aux RCS]. Pour une analyse plus approfondie de la trilogie de la CSC dans les arrêts *Seaboyer*, *supra* note 29, *W (G)*, *supra* note 31 et *Ewanchuk*, *ibid*, voir Constance Backhouse, *Claire L'Heureux-Dubé: A Life*, Vancouver, UBC Press, 2017.

cause une question de consentement, puisqu'aucun consentement n'a été donné. Elle met en cause les mythes et stéréotypes relevés par bon nombre d'auteurs [...] »³⁴. En fin de compte, l'article de la professeure Sheehy a jeté les fondements du débat doctrinal au sujet du préjudice du viol, de ses répercussions sur les femmes et de ses conséquences pour l'élaboration du droit en matière d'agression sexuelle.

Liberté d'association et cotisations syndicales obligatoires

Dans un important article publié en 1987, Brian Etherington, alors professeur à la Faculté de droit de l'Université de Windsor, cherchait à élaborer une définition de la liberté d'association, garantie par l'alinéa 2(d) de la *Charte*, fondée sur l'objet visé³⁵. En se servant de la décision rendue en première instance dans l'affaire *Lavigne c Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario*³⁶ comme étude de cas, il a tenté de dresser le portrait de la liberté de ne pas s'associer. Dans l'affaire *Lavigne*, le juge de première instance a conclu que le gouvernement de l'Ontario avait violé la liberté d'association d'un fonctionnaire en exigeant qu'il paye des cotisations syndicales conformément aux dispositions de sa convention collective. Le juge de première instance a toutefois poursuivi en maintenant que le paiement obligatoire des cotisations aux fins de la convention collective constituait une limite raisonnable en vertu de l'article premier de la *Charte*³⁷. Lorsqu'il était question des paiements obligatoires de cotisations qui ne seraient pas directement liées aux fins de la convention collective, y compris l'appui donné à des causes politiques particulières, le juge de première instance a statué que de tels paiements ne pourraient se justifier en vertu de l'article premier³⁸.

Dans sa critique, le professeur Etherington soutenait que cette décision incarnait les «pires attentes» [notre traduction] que l'on puisse avoir au sujet de la *Charte*, en tant que véhicule des valeurs libérales, menaçant d'entraver des politiques de redistribution tout en contribuant, par le fait même, à la judiciarisation des politiques³⁹ par l'adoption d'une «notion de

34 *Ewanchuk*, *supra* note 33 au para 82.

35 «Freedom of Association and Compulsory Union Dues: Towards a Purposive Conception of a Freedom to not Associate» (1987) 19:1 RD Ottawa 1 [Etherington, «Freedom of Association»].

36 (1986), 55 OR (2^e) 449, 29 DLR (4^e) 321 [avec renvois aux DLR].

37 *Ibid* à la p 513.

38 *Ibid* aux pp 388–89.

39 Etherington, «Freedom of Association», *supra* note 35 aux pp 2–3.

liberté de non-association générale et individualiste» [notre traduction]⁴⁰. En choisissant d'élaborer une approche envers l'alinéa 2(d) fondée sur l'objet visé, le professeur Etherington exhortait les tribunaux à se référer aux valeurs fondamentales qui sous-tendent les garanties constitutionnelles⁴¹.

La CSC a finalement entendu le pourvoi dans l'affaire *Lavigne* et rendu son jugement en 1991⁴². Dans une décision fortement partagée, le juge La Forest a conclu que l'obligation de payer des cotisations syndicales imposée par la convention collective en l'espèce violait l'alinéa 2(d) de la *Charte*; il était cependant d'avis que cette violation pouvait se justifier aux termes de l'article premier de la *Charte*⁴³. Le juge La Forest a également rejeté la distinction qu'avait faite le juge de première instance entre les cotisations versées au syndicat à des fins directement liées à la négociation collective et celles qui ne l'étaient pas⁴⁴. Pour sa part, la juge Wilson a affirmé qu'il n'y a pas eu violation de l'alinéa 2(d)⁴⁵. Les juges Cory et McLachlin, qui tous deux ont rédigé des opinions distinctes, ont convenu avec la juge Wilson sur ce point⁴⁶. L'article du professeur Etherington a été cité tout au long des motifs du jugement⁴⁷. En publiant son article en temps opportun et en réclamant une définition de la liberté d'association fondée sur l'objet visé, le professeur Etherington a su influencer l'avenir des droits constitutionnels au Canada. Son article a eu une incidence durable sur les contours et la signification de la *Charte*, à ses débuts tout particulièrement.

En 2001, la CSC a, de nouveau, cité l'article dans une cause en matière de relations de travail : *R c Advance Cutting & Coring Ltd*⁴⁸. Dans cette affaire, qui portait également sur le droit de ne pas être forcé de s'associer, une majorité des juges de la CSC a cité l'interprétation de l'alinéa 2(d) de la *Charte* fondée sur l'objet visé que le professeur Etherington avait élaborée dans son article paru dans la RDO⁴⁹. Publié peu après l'avènement de la

40 *Ibid* à la p 3.

41 *Ibid* à la p 43.

42 *Lavigne c Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario*, [1991] 2 RCS 211, 81 DLR (4^e) 545 [*Lavigne* avec renvois aux RCS].

43 *Ibid* à la p 342.

44 *Ibid* aux pp 340–41.

45 *Ibid* à la p 304.

46 *Ibid* aux pp 342, 350–51.

47 Par exemple, dans un extrait, le juge La Forest s'exprime ainsi : « En d'autres termes, il faut, pour reprendre les propos du professeur Etherington, être d'abord convaincu que [TRADUCTION] 'la conjugaison forcée d'efforts dans la poursuite d'un objectif commun' est requise 'pour favoriser le bien-être collectif et social [...]' » (*ibid* aux pp 328–29).

48 2001 CSC 70 [*Advance Cutting*].

49 *Ibid* au para 18.

Charte, l'article du professeur Etherington a aidé la CSC à mieux circonscrire les engagements normatifs sous-jacents et inhérents au droit de ne pas s'associer.

La répartition constitutionnelle du pouvoir de taxation au Canada

Publié en 1978, «The Constitutional Distribution of Taxation Powers in Canada» est l'œuvre de l'un des experts constitutionnels les plus réputés du Canada, le professeur Joseph Eliot Magnet, de la Section de common law de l'Université d'Ottawa⁵⁰. Dans son article de 62 pages, qui se présente comme l'analyse d'un aspect très complexe du partage des pouvoirs au Canada, le professeur Magnet examine le pouvoir de taxation du Parlement fédéral et des législatures provinciales.

L'article montre que la répartition du pouvoir de taxation—fixée à l'époque de la Confédération en 1867—est devenue désuète. La *Loi constitutionnelle de 1867*⁵¹ visait à limiter les pouvoirs de taxation provinciaux en partant du principe que les responsabilités législatives confiées aux provinces—par exemple, l'éducation, la santé, l'aide sociale et les autres formes d'assistance sociale, l'administration de la justice ainsi que les travaux publics des collectivités et municipalités—étaient jugées insignifiantes dans le contexte du *laissez-faire* économique de 1867. Toutefois, puisque les activités gouvernementales se sont élargies depuis, les provinces se sont trouvées en manque de revenus pour assumer pleinement leurs responsabilités. L'article du professeur Magnet démontre que, par le biais d'une interprétation judiciaire, les tribunaux ont élargi le pouvoir de taxation provincial pour tenir compte du rôle croissant que jouent les provinces dans la société canadienne. Il plaide, entre autres, en faveur de l'abandon de la distinction archaïque entre impôts «directs» et «indirects»—basée sur les travaux de John Stuart Mill⁵²—afin de conférer aux provinces davantage de latitude pour percevoir les impôts «à l'intérieur de la province».

La CSC a cité l'article du professeur Magnet dans deux arrêts différents. La première fois, dans le cadre de l'affaire *Allard Contractors Ltd c Coquitlam (District)*⁵³, le juge Iacobucci, s'exprimant au nom de la Cour, a dû interpréter et appliquer le paragraphe 92(9) de la *Loi constitutionnelle*

50 (1978) 10:1 RD Ottawa 473.

51 (R-U), 30 & 31 Vict, c 3, reproduite dans LRC 1985, annexe II, n° 5 [*Loi constitutionnelle de 1867*].

52 *Principles of Political Economy with some of Their Applications to Social Philosophy*, vol 2, New York, D Appleton, 1893, livre V, c 3 au para 1.

53 [1993] 4 RCS 371, 109 DLR (4^e) 46 [*Allard* avec renvois aux RCS].

de 1867, lequel, combiné aux paragraphes 92(13) et (16) de cette même *Loi*, conférait aux provinces le pouvoir de collecter des impôts indirects sous la forme de droits de licence. Le paragraphe 92(9) constitue une exception au paragraphe 92(2) qui, autrement, limite le pouvoir de taxation des provinces à l'imposition de taxes directes dans la province. L'article du professeur Magnet a été cité dans l'analyse de la portée du paragraphe 92(9), ce qui a mené le juge Iacobucci à conclure que les droits contestés dans l'affaire *Allard* n'étaient pas *ultra vires*, puisqu'ils étaient accessoires à un régime de réglementation provinciale valide⁵⁴. Bien que le juge Iacobucci n'ait pas élargi la portée du paragraphe 92(9) aussi loin que le professeur Magnet l'avait suggéré dans son article, il a invoqué le paragraphe 92(9) pour accorder aux provinces certains pouvoirs de taxation indirecte⁵⁵.

La seconde fois, dans l'affaire *Ontario Home Builders' Association c Conseil scolaire de la région de York*⁵⁶, la CSC était divisée sur la question de savoir si la «redevance d'exploitation relative à l'éducation», imposée aux personnes demandant un permis de construire, était une taxe «directe» ou «indirecte». Au nom de la majorité de la Cour, le juge Iacobucci a conclu qu'il s'agissait d'une taxe «indirecte», que la province pouvait à juste titre imposer puisqu'elle était accessoire à un régime valide de réglementation de la fourniture d'installations d'enseignement⁵⁷. La taxe était donc justifiée dans le cadre de l'aménagement du territoire, en vertu des paragraphes 92(9), (13) et (16) de la *Loi constitutionnelle de 1867*⁵⁸. Dans son opinion concordante, le juge La Forest a soutenu que la province pouvait collecter la redevance d'exploitation relative à l'éducation en vertu du paragraphe 92(2), puisqu'elle faisait partie d'une catégorie—une taxe foncière—traditionnellement qualifiée de taxe «directe»⁵⁹. Dans ses motifs de jugement, le juge La Forest a cité un passage de l'article du professeur Magnet, pour soutenir le point crucial que «les changements sociaux et politiques ont grandement accru le rôle des provinces dans la fédération en rendant de plus en plus importantes—et coûteuses—les responsabilités législatives exclusives que la *Loi constitutionnelle de 1867* leur a conférées»⁶⁰.

54 *Ibid* à la p 412.

55 *Ibid*.

56 [1996] 2 RCS 929, 137 DLR (4^e) 449 [*Ontario Home Builders' Association* avec renvois aux RCS].

57 *Ibid* aux para 2, 49–50.

58 *Ibid* aux para 2, 50.

59 *Ibid* aux para 89, 126.

60 *Ibid* au para 135.

La contestation constitutionnelle des règles de common law

Dans son article de 1987 intitulé «Bringing the Common Law to the Bar of Justice: A Comment on the Decision in the Case of *Dolphin Delivery Ltd.*»⁶¹, le professeur John A. Manwaring exprime une critique tranchante au sujet de la décision historique de la CSC dans l'affaire *SDGMR c Dolphin Delivery Ltd.*⁶². Avant son départ de la Section de common law de l'Université d'Ottawa, le professeur Manwaring était un pilier du Programme de common law en français et un expert en droit de l'emploi et en droit administratif. Dans son article, il fait valoir que l'affaire *Dolphin Delivery*—dans laquelle la CSC a défini les limites de l'application de la *Charte* et validé une règle de common law interdisant le piquetage secondaire—comportait de «graves lacunes» [notre traduction]⁶³.

La critique du professeur Manwaring se fondait sur trois arguments. Premièrement, il soutenait que la validité de la règle de common law sur l'illégalité intrinsèque du piquetage secondaire avait été déterminée à l'occasion d'une demande d'injonction dans laquelle très peu de preuves avaient été présentées, ouvrant ainsi la porte au traditionnel anti syndicalisme judiciaire⁶⁴. Deuxièmement, le professeur Manwaring maintenait que (1) un piquetage secondaire est une forme d'expression protégée en vertu de l'alinéa 2(b) de la *Charte* et (2) la règle de common law interdisant ce piquetage ne peut être justifiée en vertu de l'article premier, car sa portée est trop étendue⁶⁵. Troisièmement, il faisait valoir que la CSC avait mal interprété l'article 32 de la *Charte* en isolant les règles de common law de nature privée d'une contestation constitutionnelle dans le contexte de poursuites judiciaires entre des parties privées⁶⁶.

L'article du professeur Manwaring a été cité dans deux arrêts de la CSC, ce qui est sans doute exceptionnel étant donné la façon dont il y critique le plus haut tribunal du pays. Dans l'affaire *McKinney c Université de Guelph*⁶⁷, la juge Wilson, dissidente, a cité le professeur Manwaring—ainsi que d'autres universitaires en désaccord avec *Dolphin Delivery*—en examinant la portée de l'article 32 de la *Charte*. Bien que la juge Wilson eût été en désaccord avec la plupart des critiques du professeur Manwaring, elle

61 JA Manwaring, «Bringing the Common Law to the Bar of Justice: A Comment on the Decision in the Case of *Dolphin Delivery Ltd.*» (1987) 19:2 RD Ottawa 413.

62 [1986] 2 RCS 573, 33 DLR (4^e) 174.

63 Manwaring, *supra* note 61 à la p 416.

64 *Ibid* aux pp 416–22.

65 *Ibid* aux pp 422–33.

66 *Ibid* aux pp 433–45.

67 [1990] 3 RCS 229, 76 DLR (4^e) 545 [*McKinney* avec renvois aux RCS].

a reconnu que l'affaire *Dolphin Delivery* traitait les règles législatives et de common law de nature privée différemment en soumettant les premières, mais non les secondes, à un examen fondé sur la *Charte*⁶⁸. Le professeur Manwaring avait vigoureusement insisté sur ce point important dans son article⁶⁹. Prenant peut-être conscience de l'incohérence de sa position, la CSC l'a depuis tempérée en reconnaissant que, même si les règles de common law n'étaient pas, en soi, assujetties à la *Charte*, elles devaient néanmoins être cohérentes avec les valeurs de celle-ci⁷⁰.

Le second arrêt dans lequel l'article du professeur Manwaring est cité est l'affaire *TUAC, section locale 1518, c KMart Canada Ltd*⁷¹. Le juge Cory, au nom de la Cour, a soutenu que la définition de « piquetage » dans le *Labour Relations Code* de la Colombie-Britannique⁷² contrevenait à l'alinéa 2(b) de la *Charte* (liberté d'expression) et ne pouvait se justifier en vertu de l'article premier. La définition de « piquetage » était trop étendue parce qu'elle incluait — et de ce fait, limitait — la distribution de tracts aux consommateurs⁷³. Le juge Cory s'est fondé sur l'article du professeur Manwaring pour appuyer l'allégation selon laquelle la distribution de tracts ne devrait pas être assujettie aux mêmes restrictions que le piquetage puisqu'il ne s'agissait pas d'une conduite délictueuse. En se positionnant ainsi, le juge Cory se montrait d'accord avec les judicieux propos du professeur Manwaring, qui méritent d'être cités au complet :

[TRADUCTION] Si la protection de la liberté d'expression garantie par la *Charte* a quelque substance, elle doit protéger le droit de s'exprimer sur des questions controversées comme les conflits relatifs à la rémunération et aux conditions de travail. Il arrive parfois que la parole incite à l'action. Si le discours est pacifique et qu'il ne s'accompagne d'aucun acte illicite, et si les actions prises par suite du discours sont en soi licites, il est difficile de justifier la restriction de la liberté d'expression en se fondant uniquement sur le fait que certaines personnes peuvent être d'accord avec les vues exprimées⁷⁴.

68 *Ibid* aux pp 324–27.

69 *Supra* note 61 à la p 444.

70 *Hill c Église de scientologie de Toronto*, [1995] 2 RCS 1130 aux para 91–99, 206, 126 DLR (4^e) 129.

71 [1999] 2 RCS 1083, 176 DLR (4^e) 607 [*KMart* avec renvois aux RCS].

72 SBC 1992, c 82.

73 *KMart*, *supra* note 71 aux para 30–33.

74 Manwaring, *supra* note 61 aux pp 432–33, cité dans *KMart*, *supra* note 71 au para 50.

Les projets de loi de nature financière et l'utilisation de la recommandation royale au Canada

En 1995, la RDO publiait «Money Bills and the Use of the Royal Recommendation in Canada: Practice versus Principle?» écrit par Joan Small⁷⁵. Cet article examinait un problème rarement analysé par les juristes depuis la Confédération, à savoir les restrictions liées aux projets de loi de nature financière dans notre système parlementaire. En vertu de l'article 53 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, tout projet de loi visant l'appropriation d'une partie du revenu public ou d'une taxe doit émaner de la Chambre des communes et non du Sénat, constitutionnalisant ainsi le principe selon lequel il ne doit y avoir «aucune taxation sans représentation»⁷⁶. En vertu de l'article 54 de cette *Loi*, chaque projet de loi visant l'appropriation d'une partie du revenu public ou d'une taxe doit être accompagné de la recommandation royale, ce qui signifie qu'il doit bénéficier de l'appui du gouvernement en fonction⁷⁷. Ces dispositions ont pour effet de limiter les pouvoirs du Sénat et des simples députés en ce qui concerne les «projets de loi de nature financière».

L'article de M^e Small démontre que, à titre de pratique parlementaire, la Chambre des communes a adopté une définition élargie du terme «projets de loi de nature financière», pour cerner un très large éventail de lois, avec pour conséquence de limiter indûment les pouvoirs du Sénat et des simples députés⁷⁸. En fait, à cause de la définition élargie de la Chambre des communes, la recommandation royale est exigée pour des projets de loi qui pourraient — dans une interprétation plus restreinte du terme «projets de loi de nature financière» — être proposés par de simples députés⁷⁹. De plus, la position de la Chambre des communes vise à restreindre le pouvoir de refus du Sénat d'adopter ou de modifier à la baisse une appropriation⁸⁰. Dans ce contexte, M^e Small se range du côté du Sénat et des députés, soulignant que la définition de «projets de loi de nature financière» adoptée par la Chambre des communes va au-delà des exigences des articles 53 et 54⁸¹. Elle soutient également que les pouvoirs du Sénat

75 Joan Small, «Money Bills and the Use of the Royal Recommendation in Canada: Practice versus Principle?» (1995) 27:2 RD Ottawa 33.

76 *Succession Eurig (Re)*, [1998] 2 RCS 565 au para 30, 165 DLR (4^e) 1 [*Succession Eurig*].

77 *Renvoi relatif au Régime d'assistance publique du Canada (C-B)*, [1991] 2 RCS 525 à la p 547, 83 DLR (4^e) 297.

78 Small, *supra* note 75 à la p 58.

79 *Ibid* aux pp 52–58.

80 *Ibid* aux pp 36–37, 39.

81 *Ibid* à la p 58.

canadien n'étaient pas restreints de la même manière que sont restreints les pouvoirs de la Chambre des Lords au Royaume-Uni⁸². M^e Small termine en affirmant que les exigences des articles 53 et 54 sont justiciables conformément à l'article 52 de la *Loi constitutionnelle de 1982*⁸³ et que, par conséquent, les tribunaux sont compétents pour s'assurer que ces articles soient correctement interprétés et appliqués⁸⁴.

La CSC a cité l'article de M^e Small dans deux arrêts. Premièrement, dans l'affaire *Succession Eurig (Re)*⁸⁵, au nom de la majorité de la Cour, le juge Major a conclu que les frais d'homologation—qui sont en réalité des taxes—imposés par le biais du décret exécutif du gouvernement de l'Ontario, étaient *ultra vires* parce qu'ils contrevenaient aux exigences de l'article 53 de la *Loi constitutionnelle de 1867*⁸⁶: les frais d'homologation ne prenaient pas naissance à l'Assemblée législative de l'Ontario, comme l'exige l'article 53, mais émanaient plutôt du lieutenant-gouverneur en conseil⁸⁷. Conformément à la position de M^e Small, le juge Major a souligné que «l'article 53 est un impératif constitutionnel dont les tribunaux peuvent ordonner le respect»⁸⁸. Puis, citant l'article de M^e Small, il a affirmé que la législature de l'Ontario aurait le pouvoir de modifier l'article 53, mais qu'elle devait le faire «expressément»⁸⁹, ce que la province avait omis de faire dans ce cas. Finalement, le juge Major a rejeté l'argument de l'appelante, fondé sur l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, en invoquant la position de M^e Small voulant que la disposition n'exige la recommandation royale que pour l'«appropriation» des taxes et non leur «création»⁹⁰.

Deuxièmement, dans l'affaire *Ontario English Catholic Teachers' Assn c Ontario (Procureur général)*⁹¹, le juge Iacobucci, s'exprimant au nom de la Cour, a cité l'article de M^e Small pour réitérer le fait que l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867* vise l'«appropriation» des taxes et non leur «création»⁹². Cela est significatif, car en acceptant l'interprétation de

82 *Ibid* aux pp 44–47.

83 Constituant l'annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (R-U), 1982, c 11.

84 Small, *supra* note 75 aux pp 49–52.

85 *Supra* note 76.

86 L'article 90 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, *supra* note 51, rend les articles 53 et 54 applicables aux législatures provinciales.

87 *Succession Eurig*, *supra* note 76 aux paras 36, 38–42.

88 *Ibid* au para 34. *Contra*, voir *Renvoi relatif à la Loi sur l'organisation du marché des produits agricoles*, [1978] 2 RCS 1198 à la p 1291, 84 DLR (3^e) 257.

89 *Succession Eurig*, *supra* note 76 au para 35.

90 *Ibid* au para 37.

91 2001 CSC 15 [*Ontario English Catholic Teachers' Assn*].

92 *Ibid* au para 70.

l'article 54 de M^c Small, la CSC pourrait avoir limité l'étendue du terme «projet de loi de nature financière» en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*, ce qui donnerait plus de latitude au Sénat et aux simples députés. Dans l'affaire *Ontario English Catholic Teachers' Assn*, la CSC a finalement confirmé la validité du taux de l'impôt scolaire prescrit par le ministre des Finances, puisque l'imposition de la taxe avait déjà été approuvée par la législature, conformément à l'article 53, et la délégation de pouvoirs au ministre était explicite⁹³.

Les infractions réglementaires, l'élément mental et la Charte

Dans son article de 1989, Kernaghan R. Webb, alors membre de la Commission de réforme du droit du Canada et professeur à temps partiel à la Section de common law de l'Université d'Ottawa, étudie, d'une part, la relation complexe entre l'article 7 et l'alinéa 11(d) de la *Charte* et, d'autre part, l'interprétation des infractions réglementaires au Canada⁹⁴. Au sujet des défis croissants liés au droit constitutionnel, le professeur Webb soutient que les infractions réglementaires, en particulier les infractions de responsabilité stricte et absolue, sont devenues «suspectes et sujettes à des contestations fructueuses fondées sur la *Charte*» [notre traduction]⁹⁵. De plus, il observe que ce paysage changeant pourrait limiter considérablement le travail des législateurs, puisque les infractions réglementaires constituent les «principaux mécanismes coercitifs employés par les gouvernements canadiens pour mettre en œuvre des objectifs de politiques publiques hors de la sphère pénale»⁹⁶. Tandis que ce paysage changeant incite certains commentateurs à s'inquiéter de l'avenir des infractions réglementaires, le professeur Webb termine son article sur une note plus optimiste, en suggérant que:

La Cour suprême du Canada est dans une position charnière pour orchestrer cette nouvelle rationalisation. Si elle maintient une approche sensible et flexible face aux valeurs contradictoires en jeu, le chemin pour

93 *Ibid* aux para 67–79.

94 «Regulatory Offences, the Mental Element and the *Charter*: Rough Road Ahead» (1989) 21:2 RD Ottawa 419. Le professeur Webb définit les infractions réglementaires comme «des infractions de nature criminelle en dehors de la sphère pénale administrée par les tribunaux de droit commun ayant pour but de protéger le bien public et ne requérant normalement pas la preuve d'une intention subjective pour obtenir une condamnation» [notre traduction] (*ibid* à la p 420, n 4).

95 *Ibid* à la p 420.

96 *Ibid*.

les infractions réglementaires qui se dessine actuellement sera tracé pour l'avenir [notre traduction]⁹⁷.

L'article du professeur Webb a été cité dans deux jugements de la CSC. En 1991, dans une décision fortement partagée, l'affaire *R c Wholesale Travel Group Inc*⁹⁸, le juge Cory, s'écartant de la majorité dans sa conclusion que l'inversion du fardeau de la preuve prévue au paragraphe 37.3(2) de la *Loi sur la concurrence* ne violait pas l'alinéa 11(d) de la *Charte*, fondait, en grande partie, son opinion sur l'analyse du professeur Webb. Le juge Cory a invoqué l'article du professeur Webb d'abord et avant tout afin d'expliquer les justifications normatives conflictuelles entre les crimes et les infractions réglementaires, ainsi que certaines incidences concrètes découlant du changement des normes juridiques que la Couronne devait respecter dans le contexte des infractions réglementaires⁹⁹. Quatre ans plus tard, l'article du professeur Webb a été cité dans une autre décision réglementaire : *R c Pontes*¹⁰⁰. Dans le cadre de son opinion dissidente, le juge Gonthier a utilisé l'article pour souligner la différence entre les crimes et les infractions réglementaires. Le juge Gonthier a fait observer que le juge Cory avait cité l'article avec « approbation » dans l'arrêt *Wholesale Travel*¹⁰¹. En définitive, l'article du professeur Webb a été rédigé à un moment important—alors que la *Charte* était en train de modifier rapidement le droit criminel et la procédure pénale dans l'ensemble du Canada. Il a remis en question une série d'hypothèses bien établies sur le sujet et son article a aidé les juges Cory et Gonthier à composer avec une nouvelle approche, conforme à la Constitution, quant aux infractions de responsabilité stricte et absolue.

IV. CONCLUSION

Cette étude démontre que la RDO a grandement contribué à l'élaboration du droit par la CSC entre 1966 et 2017 : dans l'ensemble, 47 articles de la RDO ont été cités dans 54 arrêts de la CSC. Les articles ayant eu l'incidence la plus notable portaient sur le droit public—particulièrement la *Loi constitutionnelle de 1867* et la *Charte*—et furent rédigés en anglais, par des juristes établis ou émergents. Ces articles traitaient soit (1) de controverses qui étaient sur le point de parvenir jusqu'à la CSC, soit (2)

97 *Ibid* à la p 478.

98 [1991] 3 RCS 154, 84 DLR (4^e) 161 [*Wholesale Travel Group* avec renvois aux RCS].

99 *Ibid* aux pp 231–32, 246–47.

100 [1995] 3 RCS 44, 100 CCC (3^e) 353 [*Pontes* avec renvois aux RCS].

101 *Ibid* aux para 109–10.

de zones obscures du droit sur lesquelles peu de publications savantes s'étaient penchées à l'époque. Cette étude démontre également qu'aucun des articles publiés en français dans la *RDO* n'a été cité par la CSC durant cette période et que seuls deux articles publiés dans la *RDO* depuis l'an 2000 ont été cités par la CSC.

À la lumière de ces conclusions, comment la *RDO* peut-elle s'assurer que les articles qu'elle publiera à l'avenir seront pertinents pour la CSC? Les résultats de cette étude nous incitent à penser que la *RDO* devrait s'efforcer d'identifier les enjeux actuels les plus pressants—particulièrement en droit public, domaine dans lequel la Section de common law de l'Université d'Ottawa possède une grande expertise—et solliciter de façon proactive des contributions d'éminents chercheurs et chercheuses universitaires. Le défi de la *RDO* consiste à publier des commentaires de grande qualité au moment opportun sur des sujets (1) qui suscitent de vifs débats devant les tribunaux ou les législatures ou (2) qui n'ont pas suffisamment fait l'objet de théories et de recherches. Si la *RDO* parvient à relever ce défi, elle peut espérer voir un nombre croissant de ses articles cités par la CSC au cours des prochaines années.

TABLEAU 1 — LISTE DES REVUES DE DROIT UNIVERSITAIRES CITÉES PAR LA CSC (1966–2017)

	Nom	Fondation	Citations
1	Revue de droit de McGill	1952	131 ¹⁰²
2	University of Toronto Law Journal	1935	88 ¹⁰³
3	Queen's Law Journal	1971	73 ¹⁰⁴
4	Alberta Law Review	1955	66 ¹⁰⁵
5	Osgoode Hall Law Journal	1958	61 ¹⁰⁶
6	UBC Law Review	1959	61 ¹⁰⁷
7	Revue de droit d'Ottawa	1966	54 ¹⁰⁸
8	Cahiers de droit	1954	46 ¹⁰⁹
9	Revue juridique Thémis de l'Université de Montréal	1951	46 ¹¹⁰
10	Revue générale de droit	1970	44 ¹¹¹
11	Dalhousie Law Journal	1973	38 ¹¹²

102 La *Revue de droit de McGill* a été citée dans 131 arrêts, de la manière suivante: «McGill Law Journal» dans deux arrêts; «McGill LJ» dans 126 arrêts (l'un de ces arrêts cite également le «McGill Law Journal», mais il n'a été comptabilisé qu'une seule fois: *Martineau c Comité de discipline de l'Institution de Matsqui*, [1980] 1 RCS 602, 106 DLR (3^e) 385 [*Martineau*]); «McGill LJ» dans un arrêt (un autre arrêt cite le «McGill LJ», mais il n'a été comptabilisé qu'une seule fois: *McKinney*, *supra* note 67); «McGill LJ» dans un arrêt; et «RD McGill» dans un arrêt.

103 Le *University of Toronto Law Journal* a été cité dans 88 arrêts, de la manière suivante: «University of Toronto Law Journal» dans un arrêt; «UTLJ» dans 75 arrêts (l'un de ces arrêts cite également le «Univ of Tor LJ», mais il n'a été comptabilisé qu'une seule fois: *Martineau*, *supra* note 102); «Univ of Tor LJ» dans trois arrêts; et «U of T LJ» dans neuf arrêts.

104 Le *Queen's Law Journal* a été cité dans 73 arrêts, de la manière suivante: «Queen's Law Journal» dans un arrêt; et «Queen's LJ» dans 72 arrêts.

105 La *Alberta Law Review* a été citée dans 66 arrêts, de la manière suivante: «Alberta Law Review» dans trois arrêts; «Alta Law Rev» dans un arrêt; et «Alta L Rev» dans 62 arrêts.

106 Le *Osgoode Hall Law Journal* a été cité dans 61 arrêts, de la manière suivante: «Osgoode Hall Law Journal» dans deux arrêts; et «Osgoode Hall LJ» dans 59 arrêts.

107 La *UBC Law Review* a été citée dans 61 arrêts, de la manière suivante: «UBC Law Review» dans trois arrêts; «UBC Law Rev» dans cinq arrêts; et «UBC L Rev» dans 53 arrêts.

108 La *Revue de droit d'Ottawa* a été citée dans 54 arrêts, de la manière suivante: «Ottawa Law Rev» dans deux arrêts; «Ottawa L Rev» dans 46 arrêts (l'un de ces arrêts cite également la «Ottawa LR», mais il n'a été comptabilisé qu'une seule fois: *R c Smith*, [1987] 1 RCS 1045, 40 DLR (4^e) 435 [*Smith*]); «Ottawa LR» dans trois arrêts; «Ott LR» dans un arrêt; «U Ott LR» dans un arrêt; et «Ott L Rev» dans un arrêt.

109 Les *Cahiers de droit* ont été cités dans 46 arrêts, de la manière suivante: «C de D».

110 La *Revue juridique Thémis de l'Université de Montréal* a été citée dans 46 arrêts, de la manière suivante: «RJT» dans 45 arrêts; et «RJTUM» dans un arrêt.

111 La *Revue générale de droit* a été citée dans 44 arrêts, de la manière suivante: «Revue générale de droit» dans un arrêt; et «RGD» dans 43 arrêts.

112 Le *Dalhousie Law Journal* a été cité dans 38 arrêts, de la manière suivante: «Dalhousie LJ» dans 22 arrêts; et «Dal LJ» dans 16 arrêts.

	Nom	Fondation	Citations
12	Manitoba Law Journal	1962	37 ¹¹³
13	University of Toronto Faculty of Law Review	1942	31 ¹¹⁴
14	Saskatchewan Law Review	1936	27 ¹¹⁵
15	Revue de droit de l'Université de Sherbrooke	1970	26 ¹¹⁶
16	Revue de droit de l'Université du Nouveau-Brunswick	1947	15 ¹¹⁷
17	Windsor Yearbook of Access to Justice	1979	7 ¹¹⁸
18	Windsor Review of Legal and Social Issues	1989	1 ¹¹⁹

TABLEAU 2 — LISTE DES ARTICLES DE LA RDO CITÉS PAR LA CSC
(1966–2017)

	Auteur, titre et référence	Citations ¹²⁰	Statut ¹²¹	Sujet
1	Ian B McKenna, «Legal Rights for Persons with Disabilities in Canada: Can the Impasse Be Resolved?» (1997–98) 29:1 RD Ottawa 153	3 ¹²²	Professeur	Droit public
2	Elizabeth A Sheehy, «Canadian Judges and the Law of Rape: Should the <i>Charter</i> Insulate Bias?» (1989) 21:3 RD Ottawa 741	3 ¹²³	Professeure	Droit public

113 Le *Manitoba Law Journal* a été cité dans 37 arrêts, de la manière suivante: «Man LJ».

114 La *University of Toronto Faculty of Law Review* a été citée dans 31 arrêts, de la manière suivante: «U of T Fac Law Rev» dans deux arrêts; «UT Fac LR» dans un arrêt; et «UT Fac L Rev» dans 28 arrêts.

115 La *Saskatchewan Law Review* a été citée dans 27 arrêts, de la manière suivante: «Sask Law Rev» dans trois arrêts; et «Sask L Rev» dans 24 arrêts.

116 La *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke* a été citée dans 26 arrêts, de la manière suivante: «RDUS».

117 La *Revue de droit de l'Université du Nouveau-Brunswick* a été citée dans 15 arrêts, de la manière suivante: «UNBLJ».

118 Le *Windsor Yearbook of Access to Justice* a été cité dans sept arrêts, de la manière suivante: «Windsor YB Access Just».

119 La *Windsor Review of Legal and Social Issues* a été citée dans un arrêt, de la manière suivante: «Windsor Rev L & S Issues».

120 Les arrêts suivants de la CSC citent plus d'un article publié dans la RDO: *Non-Marine Underwriters, Lloyd's of London c Scalera*, 2000 CSC 24 [*Scalera*] (trois articles); *Succession Eurig*, *supra* note 76 (deux articles); *McKinney*, *supra* note 67 (deux articles); *Advance Cutting*, *supra* note 48 (deux articles); *R c Kapp*, 2008 CSC 41 [*Kapp*] (deux articles); *Seaboyer*, *supra* note 29 (deux articles).

121 Cette colonne identifie le statut professionnel de l'auteur au moment où l'article a été rédigé. Lorsqu'un article a été rédigé par plus d'un auteur, seul le statut professionnel du premier auteur est indiqué.

122 BCGSEU, *supra* note 17; *Commission des droits de la personne*, *supra* note 19; *Conseil des Canadiens avec déficiences*, *supra* note 21.

123 W (G), *supra* note 31; *Ewanchuk*, *supra* note 33; *Seaboyer*, *supra* note 29.

	Auteur, titre et référence	Citations ¹²⁰	Statut ¹²¹	Sujet
3	Brian Etherington, «Freedom of Association and Compulsory Union Dues: Towards a Purposive Conception of a Freedom to not Associate» (1987) 19:1 RD Ottawa 1	2 ¹²⁴	Professeur	Droit public
4	Joseph Eliot Magnet, «The Constitutional Distribution of Taxation Powers in Canada» (1978) 10:1 RD Ottawa 473	2 ¹²⁵	Professeur	Droit public
5	JA Manwaring, «Bringing the Common Law to the Bar of Justice: A Comment on the Decision in the Case of <i>Dolphin Delivery Ltd.</i> » (1987) 19:2 RD Ottawa 413	2 ¹²⁶	Professeur	Droit public
6	Joan Small, «Money Bills and the Use of the Royal Recommendation in Canada: Practice versus Principle?» (1995) 27:2 RD Ottawa 33	2 ¹²⁷	Avocate	Droit public
7	Kernaghan R Webb, «Regulatory Offences, the Mental Element and the <i>Charter</i> : Rough Road Ahead» (1989) 21:2 RD Ottawa 419	2 ¹²⁸	Professeur	Droit public
8	Mark Chartrand, «The First Canadian Trade Union Legislation: An Historical Perspective» (1984) 16:2 RD Ottawa 267	2 ¹²⁹ (voir le commentaire dans la note)	Étudiant	Droit public
9	Elmer Driedger, «Money Bills and the Senate» (1968) 3:1 RD Ottawa 25	2 ¹³⁰ (voir le commentaire dans la note)	Avocat	Droit public

124 *Advance Cutting*, *supra* note 48; *Lavigne*, *supra* note 42.

125 *Allard*, *supra* note 53; *Ontario Home Builders' Association*, *supra* note 56.

126 *KMart*, *supra* note 71; *McKinney*, *supra* note 67.

127 *Succession Eurig*, *supra* note 76; *Ontario English Catholic Teachers' Assn*, *supra* note 91.

128 *Pontes*, *supra* note 100; *Wholesale Travel Group*, *supra* note 98.

129 *Health Services and Support—Facilities Subsector Bargaining Assn c Colombie-Britannique*, 2007 CSC 27 (commentaire: la CSC a cité l'article de Chartrand uniquement pour faire référence aux débats parlementaires historiques); *Saskatchewan Federation of Labour c Saskatchewan*, 2015 CSC 4 (commentaire: la CSC a cité le passage de l'arrêt *Health Services* dans lequel elle a initialement fait référence à l'article de Chartrand).

130 *Succession Eurig*, *supra* note 76; 620 *Connaught Ltd c Canada (Procureur général)*, 2008 CSC 7 (commentaire: dans l'arrêt *Connaught*, la CSC a cité le passage de l'arrêt *Succession Eurig* dans lequel elle a initialement fait référence à l'article de Driedger).

	Auteur, titre et référence	Citations ¹²⁰	Statut ¹²¹	Sujet
10	Stephen Kloepper, «The Status of Strict Construction in Canadian Criminal Law» (1983) 15:3 RD Ottawa 533	2 ¹³¹ (voir le commentaire dans la note)	Professeur	Droit public
11	Kathleen Mahoney, « <i>R. v. McCraw</i> : Rape Fantasies v. Fear of Sexual Assault» (1989) 21:1 RD Ottawa 207	2 ¹³² (voir le commentaire dans la note)	Professeure	Droit public
12	Bohdan S Romaniuk et Hudson N Janisch, «Competition in Telecommunications: Who Polices the Transition?» (1986) 18:3 RD Ottawa 561	2 ¹³³ (voir le commentaire dans la note)	Étudiant	Droit public
13	Rosalie Silberman Abella, «Family Law in Ontario: Changing Assumptions» (1981) 13:1 RD Ottawa 1	1 ¹³⁴	Juge	Droit privé
14	Marvin G Baer, «Recent Developments in Canadian Law: Insurance Law» (1985) 17:3 RD Ottawa 631	1 ¹³⁵	Professeur	Droit privé
15	Nicholas Bala, «The 1995 <i>Young Offenders Act</i> Amendments: Compromise or Confusion?» (1994) 26:3 RD Ottawa 643	1 ¹³⁶	Professeur	Droit public
16	Nicholas Bala et J Douglas Redfearn, «Family Law and the 'Liberty Interest': Section 7 of the Canadian Charter of Rights» (1983) 15:2 RD Ottawa 274	1 ¹³⁷	Professeur	Droit public

131 *R c Paré*, [1987] 2 RCS 618, 45 DLR (4^e) 546; *R c Hasselwander*, [1993] 2 RCS 398, 81 CCC (3^e) 471 (commentaire: dans l'arrêt *Hasselwander*, l'article de Kloepper est cité par un auteur qui est, à son tour, cité par la CSC).

132 *R c McCraw*, [1991] 3 RCS 72, 66 CCC (3^e) 517; *Scalera*, *supra* note 120 (commentaire: dans l'arrêt *Scalera*, la CSC cite le passage de l'arrêt *McCraw* dans lequel elle a initialement fait référence à l'article de Mahoney).

133 *Colombie-Britannique (Procureur général) c Canada (Procureur général)*, [1994] 2 RCS 41, 114 DLR (4^e) 193; *Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada c Canada (Procureur général)*, 2014 CSC 40 (commentaire: dans *Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada*, la CSC cite le passage de *Colombie-Britannique* dans lequel elle a initialement cité l'article de Romaniuk et Janisch).

134 *Young c Young*, [1993] 4 RCS 3, 108 DLR (4^e) 193.

135 *Kosmopoulos c Constitution Insurance Co*, [1987] 1 RCS 2, 34 DLR (4^e) 208.

136 *R c DB*, 2008 CSC 25.

137 *B (R) c Children's Aid Society of Metropolitan Toronto*, [1995] 1 RCS 315, 122 DLR (4^e) 1.

	Auteur, titre et référence	Citations ¹²⁰	Statut ¹²¹	Sujet
17	Richard H Bartlett, «Survey of Canadian Law: Indian and Native Law» (1983) 15:2 RD Ottawa 431	1 ¹³⁸	Professeur	Droit public
18	RB Buglass, «The Use of Extrinsic Evidence and the Anti-Inflation Act Reference» (1977) 9:1 RD Ottawa 183	1 ¹³⁹	Professeur	Droit public
19	S Cohen, «The Investigation of Offences and Police Powers» (1981) 13:1 RD Ottawa 549	1 ¹⁴⁰	Avocat	Droit public
20	Elmer Driedger, «The Meaning and Effect of the Canadian Bill of Rights: A Draftsman's Viewpoint» (1977) 9:1 RD Ottawa 303	1 ¹⁴¹	Professeur	Droit public
21	Elizabeth R Edinger, «Territorial Limitations on Provincial Powers» (1982) 14:1 RD Ottawa 57	1 ¹⁴²	Professeure	Droit public
22	Brian Etherington, «Lavigne v. OPSEU: Moving Toward or Away From a Freedom to Not Associate?» (1991) 23:3 RD Ottawa 533	1 ¹⁴³	Professeur	Droit public
23	Bruce Feldthusen, «The Civil Action for Sexual Battery: Therapeutic Jurisprudence?» (1993) 25:2 RD Ottawa 203	1 ¹⁴⁴	Professeur	Droit privé
24	Norman M Fera, «While Certiorari May Live in the Trial Division of the Federal Court, the Fairness Concept Has Suffered a Serious Blow: The Recent <i>Martineau</i> Decisions» (1979) 11:1 RD Ottawa 78	1 ¹⁴⁵	Avocat	Droit public
25	Julia E Hanigsberg, «Power and Procreation: State Interference in Pregnancy» (1991) 23:1 RD Ottawa 35	1 ¹⁴⁶	Avocate	Droit public
26	Ivan F Ivankovich, «Accountants and Third-Party Liability—Back to the Future» (1991) 23:3 RD Ottawa 505	1 ¹⁴⁷	Professeur	Droit privé

138 *Kapp*, *supra* note 120.

139 *Renvoi sur la Loi de 1979 sur la location résidentielle*, [1981] 1 RCS 714, 123 DLR (3^e) 554.

140 *Dedman c La Reine*, [1985] 2 RCS 2, 20 DLR (4^e) 321.

141 *R c Stevens*, [1988] 1 RCS 1153, 51 DLR (4^e) 394.

142 *Global Securities Corp c Colombie-Britannique (Securities Commission)*, 2000 CSC 21.

143 *Advance Cutting*, *supra* note 48.

144 *Scalera*, *supra* note 120.

145 *Martineau*, *supra* note 102.

146 *Office des services à l'enfant et à la famille de Winnipeg (Région du Nord-Ouest) c G (DF)*, [1997] 3 RCS 925, 152 DLR (4^e) 193.

147 *Hercules Managements Ltd c Ernst & Young*, [1997] 2 RCS 165, 146 DLR (4^e) 577.

	Auteur, titre et référence	Citations ¹²⁰	Statut ¹²¹	Sujet
27	Russell G Juriansz, «Recent Developments in Canadian Law: Anti-Discrimination Law Part I» (1987) 19:2 RD Ottawa 447	1 ¹⁴⁸	Avocat	Droit public
28	Lewis N Klar, «Recent Developments in Canadian Law: Tort Law» (1991) 23:1 RD Ottawa 177	1 ¹⁴⁹	Professeur	Droit privé
29	LH Leigh, «The Criminal Liability of Corporations and Other Groups» (1977) 9:2 RD Ottawa 247	1 ¹⁵⁰	Professeur	Droit public
30	Robert L Lenoir, «Citizenship as a Requirement for the Practice of Law in Ontario» (1981) 13:3 RD Ottawa 527	1 ¹⁵¹	Avocat	Droit public
31	Claire L'Heureux-Dubé, «Re-examining the Doctrine of Judicial Notice in the Family Law Context» (1994) 26:3 RD Ottawa 551	1 ¹⁵²	Juge	Droit privé
32	Stephen G Linstead, «The Law of Crown Privilege in Canada and Elsewhere—Part 1» (1968–1969) 3:2 RD Ottawa 79	1 ¹⁵³	Étudiant	Droit public
33	Michael MacNeil, «Recent Developments in Canadian Law: Labour Law» (1986) 18:1 RD Ottawa 83	1 ¹⁵⁴	Professeur	Droit public
34	John Manley, «Case comment on <i>Eccles v. Bourque</i> » (1975) 7:3 RD Ottawa 649	1 ¹⁵⁵	Étudiant	Droit public
35	Janice Dickin McGinnis, «Law and the Leprosies of Lust: Regulating Syphilis and AIDS» (1990) 22:1 RD Ottawa 49	1 ¹⁵⁶	Professeure	Droit public
36	Richard Moon, «Access to Public and Private Property Under Freedom of Expression» (1988) 20:2 RD Ottawa 339	1 ¹⁵⁷	Professeur	Droit public
37	Richard Moon, « <i>R. v. Butler</i> : The Limits of the Supreme Court's Feminist Re-Interpretation of Section 163» (1993) 25:2 RD Ottawa 361	1 ¹⁵⁸	Professeur	Droit public

148 *Kapp*, *supra* note 120.

149 *Proulx c Québec (PG)*, 2001 CSC 66.

150 *Canadian Dredge & Dock Co c La Reine*, [1985] 1 RCS 662, 19 DLR (4^e) 314.

151 *Andrews c Law Society of British Columbia*, [1989] 1 RCS 143, 56 DLR (4^e) 1.

152 *R c Spence*, 2005 CSC 71.

153 *R c Ahmad*, 2011 CSC 6.

154 *STT c British Columbia Telephone Co*, [1988] 2 RCS 564, 54 DLR (4^e) 385.

155 *R c Landry*, [1986] 1 RCS 145, 26 DLR (4^e) 368.

156 *R c Cuerrier*, [1998] 2 RCS 371, 162 DLR (4^e) 513.

157 *Comité pour la République du Canada c Canada*, [1991] 1 RCS 139, 77 DLR (4^e) 385.

158 *Little Sisters Book and Art Emporium c Canada (Ministre de la Justice)*, 2000 CSC 69.

	Auteur, titre et référence	Citations ¹²⁰	Statut ¹²¹	Sujet
38	Sophia Moreau, « <i>R. v. Kapp: New Directions for Section 15</i> » (2008–2009) 40:2 RD Ottawa 283	1 ¹⁵⁹	Professeure	Droit public
39	David M Paciocco, « <i>The Charter and the Rape Shield Provisions of the Criminal Code: More About Relevance and the Constitutional Exemptions Doctrine</i> » (1989) 21:1 RD Ottawa 119	1 ¹⁶⁰	Professeur	Droit public
40	Julien D Payne et Kenneth L Kallish, « <i>A Behavioural Science and Legal Analysis of Access to the Child in the Post-Separation/Divorce Family</i> » (1981) 13:1 RD Ottawa 215	1 ¹⁶¹	Professeur	Droit privé
41	Ghislain Otis, « <i>The Charter, Private Action and the Supreme Court</i> » (1987) 19:1 RD Ottawa 71	1 ¹⁶²	Professeur	Droit public
42	Donald R Stuart, « <i>Criminal Law and Procedure</i> » (1977) 9:1 RD Ottawa 568	1 ¹⁶³	Professeur	Droit public
43	Ruth Sullivan, « <i>Trespass to the Person in Canada: A Defence of the Traditional Approach</i> » (1987) 19:3 RD Ottawa 533	1 ¹⁶⁴	Professeure	Droit privé
44	WS Tarnopolsky, « <i>Just Deserts or Cruel and Unusual Treatment or Punishment? Where Do We Look for Guidance?</i> » (1978) 10:1 RD Ottawa 1	1 ¹⁶⁵	Professeur	Droit public
45	Peter Wardle, « <i>R. v. Abbey and Psychiatric Opinion Evidence: Requiring the Accused to Testify</i> » (1985) 17:1 RD Ottawa 116	1 ¹⁶⁶	Étudiant	Droit public
46	Mark Zion, « <i>Effecting Balance: Oakes Analysis Restaged</i> » (2012–2013) 43:3 RD Ottawa 431	1 ¹⁶⁷	Étudiant	Droit public
47	GL Peiris, « <i>The Admissibility of Evidence Obtained Illegally: A Comparative Analysis</i> » (1981) 13:1 RD Ottawa 309	1 ¹⁶⁸ (voir le commentaire dans la note)	Professeur	Droit public

159 *Québec (Procureur général) c A*, 2013 CSC 5.

160 *Seaboyer*, *supra* note 29.

161 *Gordon c Goertz*, [1996] 2 RCS 27, 134 DLR (4^e) 321.

162 *McKinney*, *supra* note 67.

163 *R c Krannenburg*, [1980] 1 RCS 1053, 108 DLR (3^e) 333.

164 *Scalera*, *supra* note 120.

165 *Smith*, *supra* note 108.

166 *R c Lavallee*, [1990] 1 RCS 852, 55 CCC (3^e) 97.

167 *R c KRJ*, 2016 CSC 31.

168 *R c Collins*, [1987] 1 RCS 265, 38 DLR (4^e) 508 (commentaire: l'article de Peiris a été cité par la Cour d'appel qui a été, à son tour, citée par la CSC).

TABLEAU 3 — LISTE DES ARRÊTS DE LA CSC CITANT DES ARTICLES DE LA RDO (1966–2017)

	Nom	Citations	Opinion ¹⁶⁹
1	<i>Non-Marine Underwriters, Lloyd's of London c Scalera</i> , 2000 CSC 24	3 ¹⁷⁰	Opinion majoritaire
2	<i>Succession Eurig (Re)</i> , [1998] 2 RCS 565, 165 DLR (4 ^e) 1	2 ¹⁷¹	Opinion majoritaire
3	<i>McKinney c Université de Guelph</i> , [1990] 3 RCS 229, 76 DLR (4 ^e) 545	2 ¹⁷²	Opinion dissidente
4	<i>R c Advance Cutting & Coring Ltd</i> , 2001 CSC 70	2 ¹⁷³	Opinion majoritaire
5	<i>R c Kapp</i> , 2008 CSC 41	2 ¹⁷⁴	Opinion majoritaire
6	<i>R c Seaboyer; R c Gayme</i> , [1991] 2 RCS 577, 83 DLR (4 ^e) 193	2 ¹⁷⁵	Opinion majoritaire
7	<i>620 Connaught Ltd c Canada (Procureur général)</i> , 2008 CSC 7	1 ¹⁷⁶	Opinion unanime
8	<i>Allard Contractors Ltd c Coquitlam (District)</i> , [1993] 4 RCS 371, 109 DLR (4 ^e) 46	1 ¹⁷⁷	Opinion unanime
9	<i>Andrews c Law Society of British Columbia</i> , [1989] 1 RCS 143, 56 DLR (4 ^e) 1	1 ¹⁷⁸	Opinion concordante

169 Lorsqu'un article est cité dans une opinion majoritaire, il est ainsi classifié, et ce, même si cet article est également cité dans une opinion concordante ou dissidente dans le cadre du même arrêt. De plus, dans la Tableau 3, le terme « opinion dissidente » comprend les opinions dans lesquelles un juge a exprimé une dissidence partielle par rapport à l'opinion majoritaire de ses collègues.

170 Ruth Sullivan, « Trespass to the Person in Canada: A Defence of the Traditional Approach » (1987) 19:3 RD Ottawa 533; Kathleen Mahoney, « R. v. McCraw: Rape Fantasies v. Fear of Sexual Assault » (1989) 21:1 RD Ottawa 207; Bruce Feldthusen, « The Civil Action for Sexual Battery: Therapeutic Jurisprudence? » (1993) 25:2 RD Ottawa 203.

171 Elmer Driedger, « Money Bills and the Senate » (1968) 3:1 RD Ottawa 25 [Driedger, « Money Bills »]; Small, *supra* note 75.

172 Ghislain Otis, « The Charter, Private Action and the Supreme Court » (1987) 19:1 RD Ottawa 71; Manwaring, *supra* note 61.

173 Etherington, « Freedom of Association », *supra* note 35; Brian Etherington, « Lavigne v. OPSEU: Moving Toward or Away From a Freedom to Not Associate? » (1991) 23:3 RD Ottawa 533.

174 Richard H Bartlett, « Survey of Canadian Law: Indian and Native Law » (1983) 15:2 RD Ottawa 431; Russell G Juriansz, « Recent Developments in Canadian Law: Anti-Discrimination Law Part I » (1987) 19:2 RD Ottawa 447.

175 David M Paciocco, « The Charter and the Rape Shield Provisions of the Criminal Code: More About Relevance and the Constitutional Exemptions Doctrine » (1989) 21:1 RD Ottawa 119; Sheehy, *supra* note 23.

176 Driedger, « Money Bills », *supra* note 171.

177 Magnet, *supra* note 50.

178 Robert L Lenoir, « Citizenship as a Requirement for the Practice of Law in Ontario » (1981) 13:3 RD Ottawa 527.

	Nom	Citations	Opinion ¹⁶⁹
10	<i>B (R) c Children's Aid Society of Metropolitan Toronto</i> , [1995] 1 RCS 315, 122 DLR (4 ^e) 1	1 ¹⁷⁹	Opinion majoritaire
11	<i>Colombie-Britannique (Procureur général) c Canada (Procureur général)</i> , [1994] 2 RCS 41, 114 DLR (4 ^e) 193	1 ¹⁸⁰	Opinion majoritaire
12	<i>Colombie-Britannique (Public Service Employee Relations Commission) c BCGSEU</i> , [1999] 3 RCS 3, 176 DLR (4 ^e) 1	1 ¹⁸¹	Opinion unanime
13	<i>Canadian Dredge & Dock Co c La Reine</i> , [1985] 1 RCS 662, 19 DLR (4 ^e) 314	1 ¹⁸²	Opinion unanime
14	<i>Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada c Canada (Procureur général)</i> , 2014 CSC 40	1 ¹⁸³	Opinion unanime
15	<i>Comité pour la République du Canada c Canada</i> , [1991] 1 RCS 139, 77 DLR (4 ^e) 385	1 ¹⁸⁴	Opinion majoritaire
16	<i>Conseil des Canadiens avec déficiences c VIA Rail Canada Inc</i> , 2007 CSC 15	1 ¹⁸⁵	Opinion majoritaire
17	<i>Dedman c La Reine</i> , [1985] 2 RCS 2, 20 DLR (4 ^e) 321	1 ¹⁸⁶	Opinion dissidente
18	<i>Global Securities Corp c Colombie-Britannique (Securities Commission)</i> , 2000 CSC 21	1 ¹⁸⁷	Opinion unanime
19	<i>Gordon c Goertz</i> , [1996] 2 RCS 27, 134 DLR (4 ^e) 321	1 ¹⁸⁸	Opinion concordante
20	<i>Health Services and Support—Facilities Subsector Bargaining Assn c Colombie-Britannique</i> , 2007 CSC 27	1 ¹⁸⁹	Opinion majoritaire

179 Nicholas Bala et J Douglas Redfearn, «Family Law and the 'Liberty Interest': Section 7 of the Canadian Charter of Rights» (1983) 15:2 RD Ottawa 274.

180 Bohdan S Romaniuk et Hudson N Janisch, «Competition in Telecommunications: Who Polices the Transition?» (1986) 18:3 RD Ottawa 561.

181 McKenna, *supra* note 14.

182 LH Leigh, «The Criminal Liability of Corporations and Other Groups» (1977) 9:2 RD Ottawa 247.

183 Romaniuk et Janisch, *supra* note 180.

184 Richard Moon, «Access to Public and Private Property Under Freedom of Expression» (1988) 20:2 RD Ottawa 339.

185 McKenna, *supra* note 14.

186 S Cohen, «The Investigation of Offences and Police Powers» (1981) 13:1 RD Ottawa 549.

187 Elizabeth R Edinger, «Territorial Limitations on Provincial Powers» (1982) 14:1 RD Ottawa 57.

188 Julien D Payne et Kenneth L Kallish, «A Behavioural Science and Legal Analysis of Access to the Child in the Post-Separation/Divorce Family» (1981) 13:1 RD Ottawa 215.

189 Mark Chartrand, «The First Canadian Trade Union Legislation: An Historical Perspective» (1984) 16:2 RD Ottawa 267.

	Nom	Citations	Opinion ¹⁶⁹
21	<i>Hercules Managements Ltd c Ernst & Young</i> , [1997] 2 RCS 165, 146 DLR (4 ^e) 577	1 ¹⁹⁰	Opinion unanime
22	<i>Kosmopoulos c Constitution Insurance Co</i> , [1987] 1 RCS 2, 34 DLR (4 ^e) 208	1 ¹⁹¹	Opinion majoritaire
23	<i>Lavigne c Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario</i> , [1991] 2 RCS 211, 81 DLR (4 ^e) 545	1 ¹⁹²	Opinion concordante
24	<i>Little Sisters Book and Art Emporium c Canada (Ministre de la Justice)</i> , 2000 CSC 69	1 ¹⁹³	Opinion majoritaire
25	<i>Martineau c Comité de discipline de l'Institution de Matsqui</i> , [1980] 1 RCS 602, 106 DLR (3 ^e) 385	1 ¹⁹⁴	Opinion concordante
26	<i>Ontario English Catholic Teachers' Assn c Ontario (Procureur général)</i> , 2001 CSC 15	1 ¹⁹⁵	Opinion unanime
27	<i>Ontario Home Builders' Association c Conseil scolaire de la région de York</i> , [1996] 2 RCS 929, 137 DLR (4 ^e) 449	1 ¹⁹⁶	Opinion concordante
28	<i>Proulx c Québec (PG)</i> , 2001 CSC 66	1 ¹⁹⁷	Opinion dissidente
29	<i>Québec (Procureur général) c A</i> , 2013 CSC 5	1 ¹⁹⁸	Opinion dissidente
30	<i>Québec (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse) c Montréal (Ville); Québec (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse) c Boisbriand (Ville)</i> , 2000 CSC 27	1 ¹⁹⁹	Opinion unanime
31	<i>R c Ahmad</i> , 2011 CSC 6	1 ²⁰⁰	Opinion unanime

190 Ivan F Ivankovich, «Accountants and Third-Party Liability—Back to the Future» (1991) 23:3 RD Ottawa 505.

191 Marvin G Baer, «Recent Developments in Canadian Law: Insurance Law» (1985) 17:3 RD Ottawa 631.

192 Etherington, «Freedom of Association», *supra* note 35.

193 Richard Moon, «R. v. Butler: The Limits of the Supreme Court's Feminist Re-Interpretation of Section 163» (1993) 25:2 RD Ottawa 361.

194 Norman M Fera, «While Certiorari May Live in the Trial Division of the Federal Court, the Fairness Concept Has Suffered a Serious Blow: The Recent *Martineau* Decisions» (1979) 11:1 RD Ottawa 78.

195 Small, *supra* note 75.

196 Magnet, *supra* note 50.

197 Lewis N Klar, «Recent Developments in Canadian Law: Tort Law» (1991) 23:1 RD Ottawa 177.

198 Sophia Moreau, «R. v. Kapp: New Directions for Section 15» (2008–2009) 40:2 RD Ottawa 283.

199 McKenna, *supra* note 14.

200 Stephen G Linstead, «The Law of Crown Privilege in Canada and Elsewhere—Part 1» (1968–1969) 3:2 RD Ottawa 79.

	Nom	Citations	Opinion ¹⁶⁹
32	<i>R c Collins</i> , [1987] 1 RCS 265, 38 DLR (4 ^e) 508	1 ²⁰¹	Opinion majoritaire
33	<i>R c Cuerrier</i> , [1998] 2 RCS 371, 162 DLR (4 ^e) 513	1 ²⁰²	Opinion concordante
34	<i>R c DB</i> , 2008 CSC 25	1 ²⁰³	Opinion dissidente
35	<i>R c Ewanchuk</i> , [1999] 1 RCS 330, 169 DLR (4 ^e) 193	1 ²⁰⁴	Opinion concordante
36	<i>R c Pontes</i> , [1995] 3 RCS 44, 100 CCC (3 ^e) 353	1 ²⁰⁵	Opinion dissidente
37	<i>R c Hasselwander</i> , [1993] 2 RCS 398, 81 CCC (3 ^e) 471	1 ²⁰⁶	Opinion majoritaire
38	<i>R c KRJ</i> , 2016 CSC 31	1 ²⁰⁷	Opinion majoritaire
39	<i>R c Krannenburg</i> , [1980] 1 RCS 1053, 108 DLR (3 ^e) 333	1 ²⁰⁸	Opinion unanime
40	<i>R c Landry</i> , [1986] 1 RCS 145, 26 DLR (4 ^e) 368	1 ²⁰⁹	Opinion dissidente
41	<i>R c Lavallee</i> , [1990] 1 RCS 852, 55 CCC (3 ^e) 329	1 ²¹⁰	Opinion concordante
42	<i>R c McCraw</i> , [1991] 3 RCS 72, 66 CCC (3 ^e) 517	1 ²¹¹	Opinion unanime
43	<i>R c Paré</i> , [1987] 2 RCS 618, 45 DLR (4 ^e) 546	1 ²¹²	Opinion unanime
44	<i>R c Smith</i> , [1987] 1 RCS 1045, 40 DLR (4 ^e) 435	1 ²¹³	Opinion majoritaire
45	<i>R c Spence</i> , 2005 CSC 71	1 ²¹⁴	Opinion unanime
46	<i>R c Stevens</i> , [1988] 1 RCS 1153, 51 DLR (4 ^e) 394	1 ²¹⁵	Opinion majoritaire

201 GL Peiris, «The Admissibility of Evidence Obtained Illegally: A Comparative Analysis» (1981) 13:1 RD Ottawa 309.

202 Janice Dickin McGinnis, «Law and the Leprosies of Lust: Regulating Syphilis and AIDS» (1990) 22:1 RD Ottawa 49.

203 Nicholas Bala, «The 1995 Young Offenders Act Amendments: Compromise or Confusion?» (1994) 26:3 RD Ottawa 643.

204 Sheehy, *supra* note 23.

205 Webb, *supra* note 94.

206 Stephen Kloefer, «The Status of Strict Construction in Canadian Criminal Law» (1983) 15:3 RD Ottawa 533.

207 Mark Zion, «Effecting Balance: *Oakes* Analysis Restaged» (2012–2013) 43:3 RD Ottawa 431.

208 Donald R Stuart, «Criminal Law and Procedure» (1977) 9:1 RD Ottawa 568.

209 John Manley, «Case comment on *Eccles v. Bourque*» (1975) 7:3 RD Ottawa 649.

210 Peter Wardle, «*R. v. Abbey* and Psychiatric Opinion Evidence: Requiring the Accused to Testify» (1985) 17:1 RD Ottawa 116.

211 Mahoney, *supra* note 170.

212 Kloefer, *supra* note 206.

213 WS Tarnopolsky, «Just Deserts or Cruel and Unusual Treatment or Punishment? Where Do We Look for Guidance?» (1978) 10:1 RD Ottawa 1.

214 Claire L'Heureux-Dubé, «Re-Examining the Doctrine of Judicial Notice in the Family Law Context» (1994) 26:3 RD Ottawa 551.

215 Elmer Driedger, «The Meaning and Effect of the Canadian Bill of Rights: A Draftsman's Viewpoint» (1977) 9:1 RD Ottawa 303.

	Nom	Citations	Opinion ¹⁶⁹
47	<i>R c W (G)</i> , [1999] 3 RCS 597, 178 DLR (4 ^e) 76	1 ²¹⁶	Opinion concordante
48	<i>R c Wholesale Travel Group Inc</i> , [1991] 3 RCS 154, 84 DLR (4 ^e) 161	1 ²¹⁷	Opinion dissidente
49	<i>Renvoi sur la Loi de 1979 sur la location résidentielle</i> , [1981] 1 RCS 714, 123 DLR (3 ^e) 554	1 ²¹⁸	Opinion unanime
50	<i>Saskatchewan Federation of Labour c Saskatchewan</i> , 2015 CSC 4	1 ²¹⁹	Opinion majoritaire
51	<i>STT c British Columbia Telephone Co</i> , [1988] 2 RCS 564, 54 DLR (4th) 385	1 ²²⁰	Opinion majoritaire
52	<i>TUAC section locale 1518 c KMart Canada</i> , [1999] 2 RCS 1083, 176 DLR (4 ^e) 607	1 ²²¹	Opinion unanime
53	<i>Office des services à l'enfant et à la famille de Winnipeg (Région du Nord-Ouest) c G (DF)</i> , [1997] 3 RCS 925, 152 DLR (4 ^e) 193	1 ²²²	Opinion majoritaire
54	<i>Young c Young</i> , [1993] 4 RCS 3, 108 DLR (4 ^e) 193	1 ²²³	Opinion dissidente

216 Sheehy, *supra* note 23.

217 Webb, *supra* note 94.

218 RB Buglass, «The Use of Extrinsic Evidence and the Anti-Inflation Act Reference» (1977) 9:1 RD Ottawa 183.

219 Chartrand, *supra* note 189.

220 Michael MacNeil, «Recent Developments in Canadian Law: Labour Law» (1986) 18:1 RD Ottawa 83.

221 Manwaring, *supra* note 61.

222 Julia E Hanigsberg, «Power and Procreation: State Interference in Pregnancy» (1991) 23:1 RD Ottawa 35.

223 Rosalie Silberman Abella, «Family Law in Ontario: Changing Assumptions» (1981) 13:1 RD Ottawa 1.

Assessing the Influence of the *Ottawa Law Review* at the Supreme Court of Canada (1966–2017)

*Yan Campagnolo and Kyle Kirkup**

I. INTRODUCTION

As the *Ottawa Law Review* (OLR) celebrates its 50th anniversary, the timing is ripe to assess its contribution to the development of Canadian law. This empirical study, which falls in the realm of historiography or “legal citology,”¹ examines the OLR’s influence by counting the number of Supreme Court of Canada (SCC) judgments in which the OLR was cited from January 1st, 1966, to December 31st, 2017. It also examines how often the OLR was cited by the SCC compared to other similar law reviews (that is, Canadian university-based law reviews that publish articles in all areas of the law) and the way in which the SCC used the most-cited OLR articles in its decision-making process.

Section II presents the methodology employed to conduct this study and some general observations that can be drawn from the data collected. Section III provides an analysis of the OLR articles that were most often cited by the SCC and explains how they have contributed to the development of Canadian law. The study concludes with recommendations aimed at ensuring that the articles published in the OLR in the future remain relevant to the SCC.

* Assistant Professors, Common Law Section, University of Ottawa; Faculty Advisors to the *Ottawa Law Review* (OLR). The authors wish to thank the Editors-in-Chief of the OLR as well as Christina Houle for their assistance in collecting the information required to write this article. They also wish to acknowledge the excellent editing work performed by Véronique Newman.

1 For an explanation and for examples of “legal citology,” see Fred R Shapiro & Michelle Pearce, “The Most-Cited Law Review Articles of All Time” (2012) 110:8 Mich L Rev 1483 at 1484. See also Jack M Balkin & Sanford Levinson, “How to Win Cites and Influence People” (1996) 71:3 Chicago-Kent L Rev 843 at 843.

II. METHODOLOGY AND GENERAL OBSERVATIONS

The impact of legal scholarship on the development of domestic law can be assessed in numerous ways. An article may be significant because of its influence on academics, judges, or policymakers. One could thus assess the impact of a specific article by counting how many times it was cited in scholarly literature, court judgments, or government documents. While counting the number of citations is not the only way to assess legal scholarship,² studies show that “citation counts are highly correlated with virtually every refined measure of quality.”³

A useful way of assessing the impact of legal scholarship is to focus on court judgments, as judges have the primary responsibility for the interpretation and application of the law. There are, of course, many other venues—including academic books and journals—where citation counts could be assessed. Yet, judicial decisions have had a very direct and significant impact on Canadian society, perhaps most obviously in matters of constitutional law since the adoption of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms (Charter)*⁴ in 1982. Among the plethora of Canadian courts, the most obvious institution to examine is the SCC, whose judgments are binding on the lower courts pursuant to the doctrine of *stare decisis*. That is why we decided to focus exclusively on SCC judgments in this study. Further studies are needed to assess the impact of Canadian law reviews on the judgments of lower courts.

The data presented in this study was collected by examining SCC judgments between 1966 (that is, the year the *OLR* was founded) and 2017. We relied on the English search engine available on Lexum⁵—the database in which the SCC publishes all its decisions—to answer the following questions: How often was the *OLR* cited compared to other similar law reviews? Which articles published in the *OLR* were cited by the SCC and how often

2 Beyond the number of citations, one could, for example, examine how a scholarly book or article shaped the way in which legal scholars think about a specific area of law.

3 Jonathan Cole & Stephen Cole, *Social Stratification in Science* (Chicago: University of Chicago Press, 1973) at 35. See also Eugene Garfield, *Citation Indexing—Its Theory and Application in Science, Technology, and Humanities* (New York: Wiley, 1979) at 241. Yet, counting the number of citations is not the only way to assess the quality of an article: see generally Alfred L Brophy, “The Signaling Value of Law Reviews: An Exploration of Citations and Prestige” (2009) 36:2 Fla St UL Rev 229. As Brophy cautions, “citations are a measure of popularity of sorts. Yet, popularity is not always a measure of quality” (*ibid* at 233).

4 Part I of the *Constitution Act, 1982*, being Schedule B of the *Canada Act 1982* (UK), 1982, c 11.

5 Lexum, (last visited 16 November 2018), online: *Judgments of the Supreme Court of Canada* <scscc.lexum.com/scscc-csc/en/nav.do>.

were they cited? In which judgments did the SCC cite OLR articles and how many articles were cited in each judgment? The data collected were organized in three tables, which are reproduced at the end of the study.

Table 1 provides a list of 18 university-based law reviews cited in SCC judgments. To ensure that the results were meaningful, the search was limited to law reviews that have been in existence for at least 25 years. Law reviews remain the primary way of disseminating legal scholarship. Publication in law reviews is the “single most important factor in law professors’ attainment of tenure and other forms of career advancement....”⁶ To be sure, law professors are hired, promoted and granted tenure mainly based on their number of publications in peer-reviewed journals. Publication counts for much more than their “teaching prowess or service to the legal community,”⁷ and being able to publish in the most prestigious law reviews tends to lead to greater rewards. Journal placement is often seen, rightly or wrongly, as a proxy for an article’s quality.⁸

Just like the *Harvard Law Review* and the *Yale Law Journal* typically dominate law review rankings in the United States,⁹ the *McGill Law Journal* and the *University of Toronto Law Journal* dominate the number of citations in SCC judgments in Canada. The OLR ranks in the top half of the list, in 7th place, with 54 citations.¹⁰ It is noteworthy that the OLR also arrives in 7th place among Canadian university-based law reviews in the 2017 ranking of the Washington and Lee School of Law (W&L). Moreover, the law reviews that rank higher than the OLR under the W&L ranking are the same as the ones in this study.¹¹

6 Fred R Shapiro, “The Most-Cited Law Reviews” (2000) 29:1 J Leg Stud 389 at 389. See also Fred Rodell, “Goodbye to Law Reviews—Revisited” (1962) 48:2 Va L Rev 279 at 285.

7 Brent E Newton, “Law Review Scholarship in the Eyes of the Twenty-First Century Supreme Court Justices: An Empirical Analysis” (2012) 4:2 Drexel L Rev 399 at 400.

8 Brophy, *supra* note 3 at 230.

9 Fred R Shapiro, “The Most-Cited Law Review Articles Revisited” (1996) 71:3 Chicago-Kent L Rev 751 at 763.

10 The OLR ranks after the *Queen’s Law Journal* (3rd), the *Alberta Law Review* (4th), the *Osgoode Hall Law Journal* (5th) and the *UBC Law Review* (6th), but before the *Dalhousie Law Journal* (11th), the *Manitoba Law Journal* (12th), the *University of Toronto Faculty of Law Review* (13th), the *Saskatchewan Law Review* (14th) and the four law reviews from Quebec (8th, 9th, 10th, and 15th). The *University of New Brunswick Law Journal* (16th), the *Windsor Yearbook of Access to Justice* (17th) and the *Windsor Review of Legal and Social Issues* (18th) close the list.

11 Washington and Lee School of Law, online: *Law Journal Rankings Project* <managementtools4.wlu.edu/LawJournals/Default.aspx> [W&L]. In the search engine, select “Canada” as the country, and tick the boxes entitled “refereed” and “score”. For the year 2017, the top Canadian university-based law reviews are the following: *University of Toronto Law Journal*, *McGill Law Journal*, *Osgoode Hall Law Journal*, *Queen’s Law Journal*, *Alberta Law Review*, *UBC*

Table 2 contains a complete list of the *OLR* articles cited by the SCC. A total of 47 *OLR* articles were cited in SCC judgments. The articles are classified based on the number of SCC judgments in which they are cited. The articles that were cited in an equal number of SCC judgments are classified alphabetically by the author's surname, unless the article is a "duplicate" (in which case, the article is located at the bottom of the list).¹² Table 2 also identifies the professional status of the primary author at the time the article was published as well as the broad subject matter of the article (public law or private law).

Five general observations can be made based on Table 2. First, seven articles—without counting duplicates—were cited at least twice by the SCC, and two of them were cited in three different judgments. These articles, and the way in which the SCC used them in its decision-making process, will be analyzed in Section III.

Second, 68.1% of the articles were written by law professors, as opposed to lawyers (14.9%), law students (12.7%), or judges (4.3%). This is not surprising considering that it is the vocation of law professors to publish scholarly articles in law reviews. In addition, four authors have had two different articles published in the *OLR* cited in SCC judgments (namely, Nicholas Bala, Elmer Driedger, Brian Etherington, and Richard Moon). All of them were law professors at the time of publication, except for Elmer Driedger who was Deputy Minister of Justice Canada when his first *OLR* article was published in 1968, and who later went on to become a law professor at the Common Law Section of the University of Ottawa.

Third, almost all the articles deal with a public law subject matter (83.0%) as opposed to a private law subject matter (17.0%). Given that the University of Ottawa is well known for its expertise in public law, we expected the list to be dominated by public law articles, but the extent of the domination (a ratio of approximately 4-1) is stronger than we anticipated.

Fourth, although the *OLR* is a bilingual law review, and publishes nearly a third of its content in French, all the articles cited by the SCC were published in English. This troubling observation can perhaps be explained

Law Review, OLR. In short, the W&L combined-score ranking is based on a complex formula of citation counts (in other law reviews and court judgments) over the preceding 8 years using the Westlaw database.

12 In this study, the term "duplicate" refers to an article that was indirectly cited by the SCC (for example, when the SCC cites a court judgment or scholarly work in which the *OLR* article is cited).

by the fact that the OLR had only started to publish French articles on a regular basis in the 1990s. In addition, outside the cases coming from Quebec (which has a civil law tradition in contrast to the common law tradition which governs the rest of Canada), most of the cases heard by the SCC are argued in English. The OLR has not typically been a venue for the publication of articles dealing with legal issues arising from Quebec.

Fifth, 95.7% of the articles cited by the SCC were published before 2000, with 4.3% being published in the 1960s, 17.0% in the 1970s, 51.0% in the 1980s, and 23.4% in the 1990s. Only two articles (4.3%) published after 2000 were cited by the SCC. The OLR has therefore experienced a dramatic decline in the number of SCC citations since 2000.¹³ That decline suggests that the most recent OLR articles were less relevant to the SCC.

Table 3 sets out a list of 54 SCC judgments in which at least one OLR article was cited (directly or not). One SCC judgment cited three OLR articles and five SCC judgments cited two OLR articles. The 48 other SCC judgments cited one OLR article each.

Table 3 specifies the number of OLR articles cited in each judgment and whether they were cited in a unanimous, majority, concurring, or dissenting opinion. The results show that the articles were typically cited either in a unanimous (29.6%) or majority (37.0%) opinion, as opposed to a concurring (16.7%) or dissenting (16.7%) opinion. This is significant as the opinions which bind the lower courts—and therefore which contribute to the development of the law—are those rendered by the SCC as a whole, or by a majority of its bench.

III. MOST-CITED OLR ARTICLES

Between 1966 and 2017, the SCC cited seven OLR articles, excluding duplicates, in at least two different judgments. All of these articles dealt with a public law subject matter and were written by law professors, except for one article written by a lawyer. This section provides an analysis of these articles as well as an examination of how the arguments they put forth were used by the SCC in its decision-making process.

¹³ In the United States, it was reported that “in recent decades, there has been a growing disconnect between law review articles written by law professors and the needs of the bench and bar in legal scholarship” (see Newton, *supra* note 7 at 400).

Legal Rights for Persons with Disabilities in Canada

Published in 1997, Ian B. McKenna's article examined the conferment of legal rights on persons with disabilities.¹⁴ When the article was published, McKenna was a professor at the Faculty of Management of the University of Lethbridge. Considering the duty to accommodate in Canadian human rights legislation, the Ontario *Workers Compensation Act*,¹⁵ and section 15 of the *Charter*, he persuasively argued that the promise of legal change had been undermined by the continuing primacy of biomedical notions of disability and employers' resistance to such change. To redress this dynamic, Professor McKenna called on policymakers to increase the "political power of persons with disabilities" by "redefin[ing] the concept of disablement in a manner that promotes an understanding of the community of interest between the 'disabled' and the 'able-bodied' populations in challenging the oppressive systems...that organize workplaces, social activities, and institutions."¹⁶

The SCC cited Professor McKenna's article in three judgments. The first time was in 1999 in *British Columbia (Public Service Employee Relations Commission) v BCGSEU*.¹⁷ Writing for a unanimous court, Justice McLachlin (as she then was) cited the article for the proposition that the conventional distinction between direct and adverse discrimination may actually "serve to legitimize systemic discrimination."¹⁸ In 2000, in another unanimous judgment, *Quebec (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse) v Montréal (City); Quebec (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse) v Boisbriand (City)*,¹⁹ the SCC cited Professor McKenna's article to interpret the meaning of the word "handicap" in section 10 of the Quebec *Charter of Human Rights and Freedoms*.²⁰ Finally, in 2007, in *Council of Canadians with Disabilities v VIA Rail Canada Inc.*,²¹ a majority of the SCC noted that Professor McKenna's argument underscored the notion that an individual's experience of disability is a product of their social environment.²²

14 "Legal Rights for Persons with Disabilities in Canada: Can the Impasse Be Resolved?" (1997-98) 29:1 Ottawa L Rev 153.

15 RSO 1990, c W.11.

16 *Supra* note 14 at 159.

17 [1999] 3 SCR 3, 176 DLR (4th) 1 [BCGSEU cited to SCR].

18 *Ibid* at para 39.

19 2000 SCC 27 at paras 78-80 [*Commission des droits de la personne*].

20 RSQ, c C-12.

21 2007 SCC 15 [*Council of Canadians with Disabilities*].

22 *Ibid* at para 181.

In the end, Professor McKenna's article cogently emphasized the need to better understand the underlying societal structures that construct some people as disabled, and others as abled. The SCC took up this important intervention in a series of influential disability rights cases that would shape our collective understanding of concepts like disability, the duty to accommodate, and even the meaning of human rights.

Canadian Judges and the Law of Rape

In her ground-breaking 1989 article, Elizabeth A. Sheehy—one of Canada's most respected feminist legal scholars, who was until recently a professor at the Common Law Section of the University of Ottawa—examined the relationship between early 1980s feminist reforms to the law of sexual assault and the advent of the *Charter*.²³ Following decades of feminist activism designed to redress the injury of sexual assault, Parliament made significant legal reforms in 1982.²⁴ Parliament, *inter alia*, introduced a series of legal, non-discretionary limits on the types of evidence that could be introduced in sexual assault trials. This included evidence of a sexual assault complainant's past sexual history, along with evidence about their character. Across the country, defence lawyers started to launch successful constitutional challenges to sections 276 and 277 of the *Criminal Code*,²⁵ arguing that these provisions violated the right to a full answer and defence under section 7 and paragraph 11(d) of the *Charter*.²⁶

Professor Sheehy argued that this patchwork set of decisions across the country created confusion for police, Crown attorneys, and judges, while also putting rape crisis centres and counsellors in the position of “tell[ing] victims that there are no guarantees about what evidence can be used to discredit them if they decide to report and prosecute the crime.”²⁷ She contended that sections 276 and 277 of the *Criminal Code* ought to survive constitutional scrutiny, as to hold otherwise would be “disastrous for both present and future victims of rape.”²⁸

23 “Canadian Judges and the Law of Rape: Should the *Charter* Insulate Bias?” (1989) 21:3 Ottawa L Rev 741.

24 *An Act to amend the Criminal Code in relation to sexual offences and other offences against the person and to amend certain other Acts in relation thereto or in consequence thereof*, SC 1980–81–82–83, c 125.

25 RSC 1985, c C-46.

26 Sheehy, *supra* note 23 at 741–43.

27 *Ibid* at 743.

28 *Ibid* at 745.

Cited three times by the SCC, Professor Sheehy's article laid the groundwork for the interpretive framework used in cases of sexual assault. The SCC first cited the article in 1991, in *R v Seaboyer*,²⁹ where it considered the constitutionality of sections 276 and 277 of the *Criminal Code*. While the majority of the SCC ultimately struck down the rape shield provisions—a judgment that later resulted in further legislative reform—the blistering dissent of Justice L'Heureux-Dubé relied heavily on Professor Sheehy's article to underscore the injury of rape, the myths and stereotypes about women that informed law and policy, and the feminist advocacy that led to law reform in 1982. Justice L'Heureux-Dubé was clearly influenced by Professor Sheehy: throughout her judgment, she cited several long passages from the article, often introducing or concluding the quotations with statements of agreement.³⁰

In 1999, in *R v W (G)*,³¹ a case involving intimate partner violence and sexual assault, Justice L'Heureux-Dubé cited Professor Sheehy's article in her concurring opinion. She used the article to, *inter alia*, underscore the prevalence of “myths and stereotypes about complainants in sexual assault cases.”³² The same year, Justice L'Heureux-Dubé again cited Professor Sheehy's article in a leading sexual assault case: *R v Ewanchuk*.³³ Writing about the operation of discriminatory tropes in the sexual assault context and citing a number of feminist authors, including Professor Sheehy, Justice L'Heureux-Dubé explained in her concurring opinion: “[t]his case is not about consent, since none was given. It is about myths and stereotypes, which have been identified by many authors....”³⁴ Ultimately, Professor Sheehy's article laid the foundation for scholarly debate about the injury of rape, its impact on women, and the implications for the legal construction of the law of sexual assault.

Freedom of Association and Compulsory Union Dues

In an important 1987 article, Brian Etherington, who was a professor at the Faculty of Law of the University of Windsor, sought to develop a

29 [1991] 2 SCR 577, 83 DLR (4th) 193 [*Seaboyer* cited to SCR].

30 For example, in one passage, Justice L'Heureux-Dubé wrote: “I agree with the criticism Sheehy, *supra*, at pp. 774–75, levels at such a narrow reading of the constitutional guarantees” (see *Seaboyer*, *supra* note 29 at 696).

31 [1999] 3 SCR 597, 178 DLR (4th) 76 [*W (G)* cited to SCR].

32 *Ibid* at para 29.

33 [1999] 1 SCR 330, 169 DLR (4th) 193 [*Ewanchuk* cited to SCR]. For further discussion of the SCC's trilogy of decisions in *Seaboyer*, *supra* note 29, *W (G)*, *supra* note 31, and *Ewanchuk*, *ibid*, see Constance Backhouse, *Claire L'Heureux-Dubé: A Life* (Vancouver: UBC Press, 2017).

34 *Ewanchuk*, *supra* note 33 at para 82.

purposive conception of freedom of association under paragraph 2(d) of the *Charter*.³⁵ Using the trial decision in *Lavigne v Ontario Public Service Employees Union*³⁶ as a case study, he sought to map what the freedom *not* to associate might look like. In *Lavigne*, the trial judge found that the Ontario government violated the freedom of association of a public servant by requiring him to pay union dues pursuant to his collective agreement. The trial judge went on to hold, however, that the compelled payment of dues used for the purposes of collective bargaining constituted a reasonable limit under section 1 of the *Charter*.³⁷ When it came to the compelled payment of dues for non-collective bargaining purposes, including support of particular political causes, the trial judge held that these could not be justified under section 1.³⁸

In his critique, Professor Etherington argued that the decision embodied the “worst expectations” about the *Charter* as a liberal rights instrument threatening to thwart redistributive policies, while simultaneously contributing to the judicialization of politics³⁹ because of its reliance on a “broad and individualistic notion of freedom of non-association.”⁴⁰ In developing a purposive approach to paragraph 2(d), Professor Etherington ultimately called on courts to attend to the normative values that underlie the constitutional guarantee.⁴¹

The SCC ultimately heard the appeal in *Lavigne* and issued its judgment in 1991.⁴² In a heavily split decision, Justice La Forest concluded that compulsory union dues required under the collective agreement at issue violated paragraph 2(d) of the *Charter*; however, he held that the infringement could be saved by section 1.⁴³ Justice La Forest also rejected the trial judge’s reliance on the distinction between collective bargaining versus non-collective bargaining dues.⁴⁴ For her part, Justice Wilson found that there was no paragraph 2(d) violation.⁴⁵ Justice Cory and Justice McLachlin, who both

35 “Freedom of Association and Compulsory Union Dues: Towards a Purposive Conception of a Freedom to not Associate” (1987) 19:1 Ottawa L Rev 1 [Etherington, “Freedom of Association”].

36 (1986), 55 OR (2d) 449, 29 DLR (4th) 321 (cited to DLR).

37 *Ibid* at 513.

38 *Ibid* at 388–89.

39 Etherington, “Freedom of Association,” *supra* note 35 at 2–3.

40 *Ibid* at 3.

41 *Ibid* at 43.

42 *Lavigne v Ontario Public Service Employees Union*, [1991] 2 SCR 211, 81 DLR (4th) 545 [*Lavigne* cited to SCR].

43 *Ibid* at 342.

44 *Ibid* at 340–41.

45 *Ibid* at 304.

penned separate opinions, agreed with Justice Wilson on this point.⁴⁶ Professor Etherington's article was cited throughout the reasons for judgment.⁴⁷ By publishing his article in a timely manner and calling for a purposive interpretation of the freedom to associate, Professor Etherington was able to affect the future of constitutional rights in Canada. His article had a lasting impact on the contours and meaning of the *Charter*, especially in its early years.

In 2001, the SCC again cited the article in a labour relations case: *R v Advance Cutting & Coring Ltd.*⁴⁸ In this case, which also involved the right not to associate, a majority of the SCC cited Professor Etherington's purposive approach to paragraph 2(d) of the *Charter*, which he had developed in his OLR article.⁴⁹ Published shortly after the advent of the *Charter*, Professor Etherington's article helped the SCC to better account for the underlying normative commitments embedded in the right not to associate.

The Constitutional Distribution of Taxation Powers in Canada

Published in 1978, "The Constitutional Distribution of Taxation Powers in Canada" was written by one of Canada's most respected constitutional scholars, Professor Joseph Eliot Magnet of the Common Law Section of the University of Ottawa.⁵⁰ In his 62-page article, which can be seen as a treatise on a very complex aspect of the Canadian division of powers, Professor Magnet examined the taxation powers of the federal Parliament and provincial legislatures.

The article showed that the distribution of taxation powers—set out at the time of Confederation in 1867—had become obsolete. The *Constitution Act, 1867*⁵¹ sought to limit provincial taxation powers on the basis that the provinces were entrusted with legislative responsibilities—such as education, health, welfare and other forms of social assistance, administration of justice, local public works and municipalities—that were deemed insignificant in the context of the *laissez-faire* economics of 1867. Yet, with the expansion of government activities since then, the provinces had found themselves without sufficient revenues to properly discharge their responsibilities. Professor Magnet's article demonstrated that, through

⁴⁶ *Ibid* at 342, 350–51.

⁴⁷ For example, in one passage, Justice La Forest noted: "To put it another way, one must, to use Professor Etherington's words, first be satisfied that the 'compelled combining of efforts towards a common end' is required to 'further the collective social welfare...'" (*ibid* at 328–29).

⁴⁸ 2001 SCC 70 [*Advance Cutting*].

⁴⁹ *Ibid* at para 18.

⁵⁰ (1978) 10:1 Ottawa L Rev 473.

⁵¹ (UK), 30 & 31 Vict, c 3, reprinted in RSC 1985, App II, No 5 [*Constitution Act, 1867*].

judicial interpretation, courts expanded the provincial taxation powers to consider the increasing role played by provinces in Canadian society. He, *inter alia*, argued in favour of abandoning the archaic distinction between “direct” and “indirect” taxation—based on John Stuart Mill’s work⁵²—to give provinces more latitude to collect taxes “within the province.”

The SCC cited Professor Magnet’s article in two different judgments. First, in *Allard Contractors Ltd v Coquitlam (District)*,⁵³ Justice Iacobucci, for a unanimous court, had to interpret and apply subsection 92(9) of the *Constitution Act, 1867* which, in combination with subsections 92(13) and (16) of that *Act*, confers on the provinces the power to collect indirect taxes through licence fees. Subsection 92(9) is an exception to subsection 92(2), which otherwise limits provincial taxation power to the imposition of direct taxes within the province. Professor Magnet’s article was cited in the analysis of the scope of subsection 92(9), which led Justice Iacobucci to conclude that the impugned fees in *Allard* were not *ultra vires*, as they were ancillary to a valid provincial regulatory scheme.⁵⁴ Although Justice Iacobucci did not extend the scope of subsection 92(9) as far as Professor Magnet suggested in his article, he ultimately relied on subsection 92(9) to grant provinces some indirect taxation powers.⁵⁵

Second, in *Ontario Home Builders’ Association v York Region Board of Education*,⁵⁶ the SCC was divided over the issue of whether an “educational development charge,” imposed on persons seeking to obtain a building permit, was a “direct” or “indirect” tax. For the majority, Justice Iacobucci held that it was an “indirect” tax that the province could validly impose given that it was ancillary to a valid regulatory scheme for the provision of educational facilities.⁵⁷ The tax was therefore justified as a component of land use planning under subsections 92(9), (13) and (16) of the *Constitution Act, 1867*.⁵⁸ In his concurring opinion, Justice La Forest held that the province could collect the educational development charge pursuant to subsection 92(2), as it was part of a category—a tax on land—that had traditionally been qualified as a “direct” tax.⁵⁹ In his reasons for

52 *Principles of Political Economy with some of Their Applications to Social Philosophy*, vol 2 (New York: D Appleton, 1893), Book V, c 3 at para 1.

53 [1993] 4 SCR 371, 109 DLR (4th) 46 [*Allard* cited to SCR].

54 *Ibid* at 412.

55 *Ibid*.

56 [1996] 2 SCR 929, 137 DLR (4th) 449 [*Ontario Home Builders’ Association* cited to SCR].

57 *Ibid* at paras 2, 49–50.

58 *Ibid* at paras 2, 50.

59 *Ibid* at paras 89, 126.

judgment, Justice La Forest cited an excerpt of Professor Magnet's article to support the crucial point that "social and political changes have greatly increased the role provinces had in the federation by rendering increasingly important—and costly—the exclusive legislative responsibilities conferred on them by the *Constitution Act, 1867*."⁶⁰

Bringing the Common Law to the Bar of Justice

In his 1987 article entitled "Bringing the Common Law to the Bar of Justice: A Comment on the Decision in the Case of *Dolphin Delivery Ltd.*,"⁶¹ Professor John A. Manwaring delivered a scorching criticism of the SCC's landmark decision in *RWDSU v Dolphin Delivery Ltd.*⁶² Before his retirement from the Common Law Section of the University of Ottawa, Professor Manwaring was a pillar of the French common law program and an expert in employment and administrative law. In his article, he argued that *Dolphin Delivery*—a case in which the SCC defined the boundaries of *Charter* application and ultimately upheld the validity of a common law rule prohibiting secondary picketing—was "seriously flawed."⁶³

Professor Manwaring's critique was based on three arguments. First, he contended that the validity of the common law rule that secondary picketing is *per se* illegal was determined in the context of an application for an injunction in which very little evidence was presented, thus opening the door to traditional judicial anti-unionism.⁶⁴ Second, Professor Manwaring submitted that (1) secondary picketing is a form of expression that is protected under paragraph 2(b) of the *Charter* and (2) the common law rule prohibiting such picketing could not be justified under section 1 as it was overbroad.⁶⁵ Third, he argued that the SCC had misinterpreted section 32 of the *Charter* in insulating common law rules of a private nature from constitutional challenge in the context of legal proceedings between private parties.⁶⁶

Professor Manwaring's article was cited in two SCC judgments, which is perhaps remarkable given how critical he was of the highest court. In *McKinney v University of Guelph*,⁶⁷ Justice Wilson, dissenting,

60 *Ibid* at para 135.

61 JA Manwaring, "Bringing the Common Law to the Bar of Justice: A Comment on the Decision in the Case of *Dolphin Delivery Ltd.*" (1987) 19:2 Ottawa L Rev 413.

62 [1986] 2 SCR 573, 33 DLR (4th) 174.

63 Manwaring, *supra* note 61 at 416.

64 *Ibid* at 416–22.

65 *Ibid* at 422–33.

66 *Ibid* at 433–45.

67 [1990] 3 SCR 229, 76 DLR (4th) 545 [*McKinney* cited to SCR].

cited Professor Manwaring—along with other academics who disagreed with *Dolphin Delivery*—in examining the scope of section 32 of the *Charter*. While Justice Wilson did not agree with most of Professor Manwaring’s criticism, she recognized that *Dolphin Delivery* treated statutory and common law rules of a private nature differently by subjecting the first but not the second to *Charter* scrutiny.⁶⁸ The important point had been forcefully made by Professor Manwaring in his article.⁶⁹ Perhaps realizing the inconsistency of its position, the SCC has since tempered it by recognizing that, even though common law rules are not subject to the *Charter per se*, they must nonetheless be consistent with *Charter* values.⁷⁰

The second judgment in which Professor Manwaring’s article was cited is *UFCW, Local 1518 v KMart Canada*.⁷¹ Speaking for the court, Justice Cory held that the definition of “picketing” in the British Columbia *Labour Relations Code*⁷² violated freedom of expression guaranteed by paragraph 2(b) of the *Charter* and could not be justified under section 1. The definition of “picketing” was overbroad because it captured—and thus restricted—consumer leafleting.⁷³ Justice Cory relied on Professor Manwaring’s article in support of the position that leafleting should not be subject to the same restrictions as picketing as it is not a tortious conduct. In doing so, Justice Cory agreed with the wise words of Professor Manwaring which deserves to be quoted in full:

If the *Charter* protection for freedom of expression has any substance, it must protect the right to speak out on controversial issues such as disputes over wages and working conditions. Sometimes the speech will provoke action. If the speech is peaceful and is not accompanied by any unlawful acts, and if the actions taken as a result of the speech are themselves lawful, it is difficult to justify restraining freedom of expression solely on the basis that some people may agree with the views expressed.⁷⁴

Money Bills and the Use of the Royal Recommendation in Canada

In 1995, the OLR published “Money Bills and the Use of the Royal Recommendation in Canada: Practice versus Principle?” authored by Joan

68 *Ibid* at 324–27.

69 *Supra* note 61 at 444.

70 *Hill v Church of Scientology of Toronto*, [1995] 2 SCR 1130 at paras 91–99, 206, 126 DLR (4th) 129.

71 [1999] 2 SCR 1083, 176 DLR (4th) 607 [*KMart* cited to SCR].

72 SBC 1992, c 82.

73 *KMart*, *supra* note 71 at paras 30–33.

74 Manwaring, *supra* note 61 at 432–33, cited in *KMart*, *supra* note 71 at para 50.

Small.⁷⁵ This article examined a problem that had seldom been analyzed by legal scholars since Confederation, namely, the restrictions pertaining to “money bills” in our parliamentary system. Under section 53 of the *Constitution Act, 1867*, any bill seeking to appropriate public revenue or impose a tax must originate in the House of Commons, as opposed to the Senate, thus constitutionalizing the principle “no taxation without representation.”⁷⁶ Pursuant to section 54 of that *Act*, any bill for the appropriation of public revenue or tax must be accompanied by the royal recommendation, which means that it must be supported by the government of the day.⁷⁷ These provisions have the effect of limiting the powers of the Senate and private members regarding “money bills.”

Ms. Small’s article showed that, by way of parliamentary practice, the House of Commons has adopted an extensive definition of the term “money bills” to capture a very broad range of financial legislation, with the consequence of unduly limiting the powers of the Senate and private members.⁷⁸ In fact, because of the Commons’ extended definition, the royal recommendation is required for bills that could—on a narrower construction of the term “money bills”—be introduced by private members.⁷⁹ In addition, the Commons’ position purported to limit the power of the Senate to refuse to pass an appropriation or to amend an appropriation by reducing it.⁸⁰ In this context, Ms. Small sided with the Senate and private members, pointing out that the definition of “money bills” adopted by the Commons went beyond the requirements of sections 53 and 54.⁸¹ She also argued that the powers of the Senate of Canada were not restricted in the same way as the powers of the House of Lords were restricted in the United Kingdom.⁸² Ms. Small concluded by suggesting that the requirements of sections 53 and 54 are justiciable pursuant to section 52 of the *Constitution Act, 1982*⁸³ and, as such, courts would have jurisdiction to ensure that they are properly interpreted and applied.⁸⁴

75 Joan Small, “Money Bills and the Use of the Royal Recommendation in Canada: Practice versus Principle?” (1995) 27:2 *Ottawa L Rev* 33.

76 *Eurig Estate (Re)*, [1998] 2 SCR 565 at para 30, 165 DLR (4th) 1 [*Eurig Estate*].

77 *Reference Re Canada Assistance Plan (BC)*, [1991] 2 SCR 525 at 547, 83 DLR (4th) 297.

78 Small, *supra* note 75 at 58.

79 *Ibid* at 52–58.

80 *Ibid* at 36–37, 39.

81 *Ibid* at 58.

82 *Ibid* at 44–47.

83 Schedule B to the *Canada Act 1982 (UK)*, 1982, c 11.

84 Small, *supra* note 75 at 49–52.

The SCC cited Ms. Small's article in two judgments. First, in *Eurig Estate (Re)*,⁸⁵ for a majority of the court, Justice Major held that probate fees—which were in substance a tax—imposed by way of executive order by the government of Ontario were *ultra vires* because they violated the requirements of section 53 of the *Constitution Act, 1867*.⁸⁶ the probate fees had not originated from the Legislative Assembly of Ontario, as required by section 53, but rather from the Lieutenant-Governor in Council.⁸⁷ In line with Ms. Small's position, Justice Major stressed that “[s]ection 53 is a constitutional imperative that is enforceable by the courts.”⁸⁸ Then, citing Ms. Small's article, he stated that the Ontario legislature had the power to modify section 53, but it must do so “expressly,”⁸⁹ something that the province had failed to do in this case. Finally, Justice Major rejected the appellant's argument based on section 54 of the *Constitution Act, 1867*, relying on Ms. Small's position that the provision only required the royal recommendation for the “appropriation” of taxes, not for the “imposition” of taxes.⁹⁰

Second, in *Ontario English Catholic Teachers' Assn v Ontario (Attorney General)*,⁹¹ Justice Iacobucci, for a unanimous court, cited Ms. Small's article to reiterate the point that section 54 of the *Constitution Act, 1867* concerns the “appropriation” of taxes, as opposed to the “imposition” of taxes.⁹² This is significant because, in accepting Ms. Small's interpretation of section 54, the SCC may have limited the scope of the term “money bill” under the *Constitution Act, 1867*, which could give more latitude to the Senate and private members. In *Ontario English Catholic Teachers' Assn*, the SCC ultimately confirmed the validity of property tax rates prescribed by the Minister of Finance for school purposes, as the imposition of the tax had been approved by the legislature in accordance with section 53, and the delegation of power to the Minister was explicit.⁹³

85 *Supra* note 76.

86 Section 90 of the *Constitution Act, 1867*, *supra* note 51, makes sections 53 and 54 applicable to provincial legislatures.

87 *Eurig Estate*, *supra* note 76 at paras 36, 38–42.

88 *Ibid* at para 34. *Contra*, see *Reference re Agricultural Products Marketing Act*, [1978] 2 SCR 1198 at 1291, 84 DLR (3d) 257.

89 *Eurig Estate*, *supra* note 76 at para 35.

90 *Ibid* at para 37.

91 2001 SCC 15 [*Ontario English Catholic Teachers' Assn*].

92 *Ibid* at para 70.

93 *Ibid* at paras 67–79.

Regulatory Offences, the Mental Element and the Charter

In his 1989 article, Kernaghan R. Webb, then a member of the Law Reform Commission of Canada and a part-time professor at the Common Law Section of the University of Ottawa, examined the complex relationship between section 7 and paragraph 11(d) of the *Charter*, on the one hand, and the construction of regulatory offences in Canada, on the other.⁹⁴ Writing about a growing body of constitutional law challenges, Professor Webb argued that regulatory offences, particularly strict and absolute liability offences, have become “suspect, and highly susceptible to successful *Charter* challenges.”⁹⁵ He further noted that this changing landscape could significantly constrain the work of policymakers, as regulatory offences constitute the “main coercive mechanisms employed by Canadian governments to implement public policy objectives outside the criminal sphere.”⁹⁶ While this changing landscape led some commentators to worry about the future of regulatory offences, Professor Webb ended the article on a more optimistic note, suggesting that:

The Supreme Court of Canada is in the pivotal position to orchestrate this new rationalization. If it maintains a sensitive and flexible approach to the conflicting values at stake, the road for regulatory offences, while under construction now, will be ready for tomorrow.⁹⁷

Professor Webb’s article was cited in two SCC judgments. In the heavily split 1991 decision of *R v Wholesale Travel Group Inc.*,⁹⁸ Justice Cory—departing from the majority in his conclusion that the reverse onus set out in subsection 37.3(2) of the *Competition Act* did not violate paragraph 11(d) of the *Charter*—relied heavily on Professor Webb’s analysis. Justice Cory used Professor Webb’s article first and foremost to explain the competing normative justifications between crimes and regulatory offences, along with some of the practical implications associated with changing the legal standards that the Crown needs to meet in the context of regulatory offences.⁹⁹

94 “Regulatory Offences, the Mental Element and the *Charter*: Rough Road Ahead” (1989) 21:2 *Ottawa L Rev* 419. Professor Webb defines regulatory offences as “penal offences outside the criminal sphere adjudicated upon by the ordinary courts which are designed to protect the public welfare, and which normally do not require proof of subjective intent to obtain a conviction” (*ibid* at 420, footnote 4).

95 *Ibid* at 420.

96 *Ibid*.

97 *Ibid* at 478.

98 [1991] 3 SCR 154, 84 DLR (4th) 161 [*Wholesale Travel Group* cited to SCR].

99 *Ibid* at 231–32, 246–47.

Four years later, Professor Webb's article was cited in another regulatory decision: *R v Pontes*.¹⁰⁰ Writing in dissent, Justice Gonthier used the article to underscore the difference between crimes and regulatory offences. Justice Gonthier noted that Justice Cory had cited the article "approvingly" in *Wholesale Travel Group*.¹⁰¹ In the end, Professor Webb's article was written at an important moment—one where the *Charter* was rapidly affecting criminal law and procedure across Canada. He called into question a series of well-established assumptions about the field and his article helped Justices Cory and Gonthier grapple with a new, constitutionally-compliant, approach to strict and absolute liability offences.

IV. CONCLUSION

This study shows that the OLR significantly contributed to the development of the law by the SCC between 1966 and 2017: all in all, 47 OLR articles were cited in 54 SCC judgments. The articles that had the most impact are the ones that dealt with a public law subject matter—in particular, the *Constitution Act, 1867* and the *Charter*—that were written, in English, by established or emerging legal scholars. These articles examined either (1) controversial issues that were about to make their way to the SCC or (2) obscure areas of law on which little scholarly literature was available at the time. The study also demonstrates that none of the articles published in French by the OLR have been cited by the SCC during that period, and that only two articles published by the OLR since 2000 have been cited by the SCC.

In light of these findings, how can the OLR ensure that the articles it will publish in the future will be relevant to the SCC? Based on the results of this study, we believe that the OLR should endeavour to identify the most pressing issues of the day—especially in public law, a field in which the Common Law Section of the University of Ottawa has great expertise—and proactively seek contributions from leading legal scholars. The challenge for the OLR is to publish quality commentaries in a timely manner on issues that are (1) actively debated in court or Parliament or (2) under-theorized and under-researched. If the OLR can fulfill this challenge, it can hope to see an increased number of its articles cited by the SCC in the coming years.

100 [1995] 3 SCR 44, 100 CCC (3d) 353 [*Pontes* cited to SCR].

101 *Ibid* at paras 109–10.

TABLE 1 — LIST OF UNIVERSITY-BASED LAW REVIEWS
CITED BY THE SCC (1966–2017)

	Name	Inception	Citations
1	McGill Law Journal	1952	131 ¹⁰²
2	University of Toronto Law Journal	1935	88 ¹⁰³
3	Queen's Law Journal	1971	73 ¹⁰⁴
4	Alberta Law Review	1955	66 ¹⁰⁵
5	Osgoode Hall Law Journal	1958	61 ¹⁰⁶
6	UBC Law Review	1959	61 ¹⁰⁷
7	Ottawa Law Review	1966	54 ¹⁰⁸
8	Cahiers de droit	1954	46 ¹⁰⁹
9	Revue juridique Thémis de l'Université de Montréal	1951	46 ¹¹⁰
10	Revue générale de droit	1970	44 ¹¹¹
11	Dalhousie Law Journal	1973	38 ¹¹²

102 The *McGill Law Journal* was cited in 131 judgments. It was cited as the “McGill Law Journal” in two judgments, as the “McGill LJ” in 126 judgments (one of them also cites the “McGill Law Journal” but was only counted once: *Martineau v Matsqui Disciplinary Bd*, [1980] 1 SCR 602, 106 DLR (3d) 385 [*Martineau*]), as the “McGill L J” in one judgment (another judgment also cited the “McGill LJ” but was only counted once: *McKinney*, *supra* note 67), as the “McGill L Jo” in one judgment, and as the “RD McGill” in one judgment.

103 The *University of Toronto Law Journal* was cited in 88 judgments. It was cited as the “University of Toronto Law Journal” in one judgment, as the “UTLJ” in 75 judgments (one of them also cites the “Univ of Tor LJ” but was only counted once: *Martineau*, *supra* note 102), as the “Univ of Tor LJ” in three judgments, and as the “U of T LJ” in nine judgments.

104 The *Queen's Law Journal* was cited in 73 judgments. It was cited as the “Queen's Law Journal” in one judgment and as the “Queen's LJ” in 72 judgments.

105 The *Alberta Law Review* was cited in 66 judgments. It was cited as the “Alberta Law Review” in three judgments, as the “Alta Law Rev” in one judgment and as the “Alta L Rev” in 62 judgments.

106 The *Osgoode Hall Law Journal* was cited in 61 judgments. It was cited as the “Osgoode Hall Law Journal” in two judgments and as the “Osgoode Hall LJ” in 59 judgments.

107 The *UBC Law Review* was cited in 61 judgments. It was cited as the “UBC Law Review” in three judgments, as the “UBC Law Rev” in five judgments, and as the “UBC L Rev” in 53 judgments.

108 The *Ottawa Law Review* was cited in 54 judgments. It was cited as the “Ottawa Law Rev” in two judgments, as the “Ottawa L Rev” in 46 judgments (one of them also cites the “Ottawa LR” but was only counted once: *R v Smith*, [1987] 1 SCR 1045, 40 DLR (4th) 435 [*Smith*]), as the “Ottawa LR” in three judgments, as the “Ott LR” in one judgment, as the “U Ott LR” in one judgment and as the “Ott L Rev” in one judgment.

109 The *Cahiers de droit* was cited in 46 judgments as the “C de D.”

110 The *Revue juridique Thémis de l'Université de Montréal* was cited in 46 judgments. It was cited as the “RJT” in 45 judgments and as the “RJTUM” in one judgment.

111 The *Revue générale de droit* was cited in 44 judgments. It was cited as the “Revue générale de droit” in one judgment and as the “RGD” in 43 judgments.

112 The *Dalhousie Law Journal* was cited in 38 judgments. It was cited as the “Dalhousie LJ” in 22 judgments and as the “Dal LJ” in 16 judgments.

	Name	Inception	Citations
12	Manitoba Law Journal	1962	37 ¹¹³
13	University of Toronto Faculty of Law Review	1942	31 ¹¹⁴
14	Saskatchewan Law Review	1936	27 ¹¹⁵
15	Revue de droit de l'Université de Sherbrooke	1970	26 ¹¹⁶
16	University of New Brunswick Law Journal	1947	15 ¹¹⁷
17	Windsor Yearbook of Access to Justice	1979	7 ¹¹⁸
18	Windsor Review of Legal and Social Issues	1989	1 ¹¹⁹

TABLE 2 — LIST OF OLR ARTICLES CITED BY THE SCC (1966–2017)

	Author, Title, and Reference	Citations ¹²⁰	Status ¹²¹	Subject
1	Ian B McKenna, “Legal Rights for Persons with Disabilities in Canada: Can the Impasse Be Resolved?” (1997–98) 29:1 Ottawa L Rev 153	3 ¹²²	Professor	Public law
2	Elizabeth A Sheehy, “Canadian Judges and the Law of Rape: Should the <i>Charter</i> Insulate Bias?” (1989) 21:3 Ottawa L Rev 741	3 ¹²³	Professor	Public law

113 The *Manitoba Law Journal* was cited in 37 judgments as the “Man LJ.”

114 The *University of Toronto Faculty of Law Review* was cited in 31 judgments. It was cited as the “U of T Fac Law Rev” in two judgments, as the “UT Fac LR” in one judgment, and as the “UT Fac L Rev” in 28 judgments.

115 The *Saskatchewan Law Review* was cited in 27 judgments. It was cited as the “Sask Law Rev” in three judgments and as the “Sask L Rev” in 24 judgments.

116 The *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke* was cited in 26 judgments as the “RDUS.”

117 The *University of New Brunswick Law Journal* was cited in 15 judgments as the “UNBLJ.”

118 The *Windsor Yearbook of Access to Justice* was cited in seven judgments as the “Windsor YB Access Just.”

119 The *Windsor Review of Legal and Social Issues* was cited in one judgment as the “Windsor Rev L & S Issues.”

120 The following SCC judgments cite more than one article published in the OLR: *Non-Marine Underwriters, Lloyd’s of London v Scalera*, 2000 SCC 24 [*Scalera*] (three articles); *Eurig Estate*, *supra* note 76 (two articles); *McKinney*, *supra* note 67 (two articles); *Advance Cutting*, *supra* note 48 (two articles); *R v Kapp*, 2008 SCC 41 [*Kapp*] (two articles); *Seaboyer*, *supra* note 29 (two articles).

121 This column identifies the professional status of the author at the time the article was written. When an article was written by more than one author, only the professional status of the primary author is identified.

122 BCGSEU, *supra* note 17; *Commission des droits de la personne*, *supra* note 19; *Council of Canadians with Disabilities*, *supra* note 21.

123 W (G), *supra* note 31; *Ewanchuk*, *supra* note 33; *Seaboyer*, *supra* note 29.

	Author, Title, and Reference	Citations ¹²⁰	Status ¹²¹	Subject
3	Brian Etherington, "Freedom of Association and Compulsory Union Dues: Towards a Purposive Conception of a Freedom to not Associate" (1987) 19:1 Ottawa L Rev 1	2 ¹²⁴	Professor	Public law
4	Joseph Eliot Magnet, "The Constitutional Distribution of Taxation Powers in Canada" (1978) 10:1 Ottawa L Rev 473	2 ¹²⁵	Professor	Public law
5	JA Manwaring, "Bringing the Common Law to the Bar of Justice: A Comment on the Decision in the Case of <i>Dolphin Delivery Ltd.</i> " (1987) 19:2 Ottawa L Rev 413	2 ¹²⁶	Professor	Public law
6	Joan Small, "Money Bills and the Use of the Royal Recommendation in Canada: Practice versus Principle?" (1995) 27:2 Ottawa L Rev 33	2 ¹²⁷	Lawyer	Public law
7	Kernaghan R Webb, "Regulatory Offences, the Mental Element and the <i>Charter</i> : Rough Road Ahead" (1989) 21:2 Ottawa L Rev 419	2 ¹²⁸	Professor	Public law
8	Mark Chartrand, "The First Canadian Trade Union Legislation: An Historical Perspective" (1984) 16:2 Ottawa L Rev 267	2 ¹²⁹ (see comment in footnote)	Student	Public law
9	Elmer Driedger, "Money Bills and the Senate" (1968) 3:1 Ottawa L Rev 25	2 ¹³⁰ (see comment in footnote)	Lawyer	Public law
10	Stephen Kloepfer, "The Status of Strict Construction in Canadian Criminal Law" (1983) 15:3 Ottawa L Rev 533	2 ¹³¹ (see comment in footnote)	Professor	Public law

124 *Advance Cutting*, *supra* note 48; *Lavigne*, *supra* note 42.

125 *Allard*, *supra* note 53; *Ontario Home Builders' Association*, *supra* note 56.

126 *KMart*, *supra* note 71; *McKinney*, *supra* note 67.

127 *Eurig Estate*, *supra* note 76; *Ontario English Catholic Teachers' Assn*, *supra* note 91.

128 *Pontes*, *supra* note 100; *Wholesale Travel Group*, *supra* note 98.

129 *Health Services and Support—Facilities Subsector Bargaining Assn v British Columbia*, 2007 SCC 27 (comment: the SCC referred to Chartrand's article only to quote historical parliamentary debates); *Saskatchewan Federation of Labour v Saskatchewan*, 2015 SCC 4 (comment: the SCC cited a passage of *Health Services* in which Chartrand's article was originally cited).

130 *Eurig Estate*, *supra* note 76; 620 *Connaught Ltd v Canada (Attorney General)*, 2008 SCC 7 (comment: in *Connaught*, the SCC cites a passage of *Eurig Estate* in which Driedger's article is originally cited).

131 *R v Paré*, [1987] 2 SCR 618, 45 DLR (4th) 546; *R v Hasselwander*, [1993] 2 SCR 398, 81 CCC (3d) 471 (comment: in *Hasselwander*, Kloepfer's article is cited by an author who is, in turn, cited by the SCC).

	Author, Title, and Reference	Citations ¹²⁰	Status ¹²¹	Subject
11	Kathleen Mahoney, “R. v. McCraw: Rape Fantasies v. Fear of Sexual Assault” (1989) 21:1 Ottawa L Rev 207	2 ¹³² (see comment in footnote)	Professor	Public law
12	Bohdan S Romaniuk & Hudson N Janisch, “Competition in Telecommunications: Who Polices the Transition?” (1986) 18:3 Ottawa L Rev 561	2 ¹³³ (see comment in footnote)	Student	Public law
13	Rosalie Silberman Abella, “Family Law in Ontario: Changing Assumptions” (1981) 13:1 Ottawa L Rev 1	1 ¹³⁴	Judge	Private law
14	Marvin G Baer, “Recent Developments in Canadian Law: Insurance Law” (1985) 17:3 Ottawa L Rev 631	1 ¹³⁵	Professor	Private law
15	Nicholas Bala, “The 1995 <i>Young Offenders Act</i> Amendments: Compromise or Confusion?” (1994) 26:3 Ottawa L Rev 643	1 ¹³⁶	Professor	Public law
16	Nicholas Bala & J Douglas Redfearn, “Family Law and the ‘Liberty Interest’: Section 7 of the Canadian Charter of Rights” (1983) 15:2 Ottawa L Rev 274	1 ¹³⁷	Professor	Public law
17	Richard H Bartlett, “Survey of Canadian Law: Indian and Native Law” (1983) 15:2 Ottawa L Rev 431	1 ¹³⁸	Professor	Public law
18	RB Buglass, “The Use of Extrinsic Evidence and the Anti-Inflation Act Reference” (1977) 9:1 Ottawa L Rev 183	1 ¹³⁹	Professor	Public law
19	S Cohen, “The Investigation of Offences and Police Powers” (1981) 13:1 Ottawa L Rev 549	1 ¹⁴⁰	Lawyer	Public law

132 *R v McCraw*, [1991] 3 SCR 72, 66 CCC (3d) 517; *Scalera*, *supra* note 120 (comment: in *Scalera*, the SCC cited a passage of *McCraw* in which the Mahoney’s article was originally cited).

133 *British Columbia (Attorney General) v Canada (Attorney General)*, [1994] 2 SCR 41, 114 DLR (4th) 193; *Canadian National Railway Co v Canada (Attorney General)*, 2014 SCC 40 (comment: in *Canadian National Railway*, the SCC cited a passage of *British Columbia* in which Romaniuk and Janisch’s article was originally cited).

134 *Young v Young*, [1993] 4 SCR 3, 108 DLR (4th) 193.

135 *Kosmopoulos v Constitution Insurance Co*, [1987] 1 SCR 2, 34 DLR (4th) 208.

136 *R v DB*, 2008 SCC 25.

137 *B (R) v Children’s Aid Society of Metropolitan Toronto*, [1995] 1 SCR 315, 122 DLR (4th) 1.

138 *Kapp*, *supra* note 120.

139 *Re Residential Tenancies Act*, 1979, [1981] 1 SCR 714, 123 DLR (3d) 554.

140 *Dedman v The Queen*, [1985] 2 SCR 2, 20 DLR (4th) 321.

	Author, Title, and Reference	Citations ¹²⁰	Status ¹²¹	Subject
20	Elmer Driedger, "The Meaning and Effect of the Canadian Bill of Rights: A Draftsman's Viewpoint" (1977) 9:1 Ottawa L Rev 303	1 ¹⁴¹	Professor	Public law
21	Elizabeth R Edinger, "Territorial Limitations on Provincial Powers" (1982) 14:1 Ottawa L Rev 57	1 ¹⁴²	Professor	Public law
22	Brian Etherington, " <i>Lavigne v. OPSEU</i> : Moving Toward or Away From a Freedom to Not Associate?" (1991) 23:3 Ottawa L Rev 533	1 ¹⁴³	Professor	Public law
23	Bruce Feldthusen, "The Civil Action for Sexual Battery: Therapeutic Jurisprudence?" (1993) 25:2 Ottawa L Rev 203	1 ¹⁴⁴	Professor	Private law
24	Norman M Fera, "While Certiorari May Live in the Trial Division of the Federal Court, the Fairness Concept Has Suffered a Serious Blow: The Recent <i>Martineau</i> Decisions" (1979) 11:1 Ottawa L Rev 78	1 ¹⁴⁵	Lawyer	Public law
25	Julia E Hanigsberg, "Power and Procreation: State Interference in Pregnancy" (1991) 23:1 Ottawa L Rev 35	1 ¹⁴⁶	Lawyer	Public law
26	Ivan F Ivankovich, "Accountants and Third-Party Liability—Back to the Future" (1991) 23:3 Ottawa L Rev 505	1 ¹⁴⁷	Professor	Private law
27	Russell G Juriansz, "Recent Developments in Canadian Law: Anti-Discrimination Law Part I" (1987) 19:2 Ottawa L Rev 447	1 ¹⁴⁸	Lawyer	Public law
28	Lewis N Klar, "Recent Developments in Canadian Law: Tort Law" (1991) 23:1 Ottawa L Rev 177	1 ¹⁴⁹	Professor	Private law

141 *R v Stevens*, [1988] 1 SCR 1153, 51 DLR (4th) 394.

142 *Global Securities Corp v British Columbia (Securities Commission)*, 2000 SCC 21.

143 *Advance Cutting*, *supra* note 48.

144 *Scalera*, *supra* note 120.

145 *Martineau*, *supra* note 102.

146 *Winnipeg Child and Family Services (Northwest Area) v G (DF)*, [1997] 3 SCR 925, 152 DLR (4th) 193.

147 *Hercules Managements Ltd v Ernst & Young*, [1997] 2 SCR 165, 146 DLR (4th) 577.

148 *Kapp*, *supra* note 120.

149 *Proulx v Quebec (AG)*, 2001 SCC 66.

	Author, Title, and Reference	Citations ¹²⁰	Status ¹²¹	Subject
29	LH Leigh, “The Criminal Liability of Corporations and Other Groups” (1977) 9:2 Ottawa L Rev 247	1 ¹⁵⁰	Professor	Public law
30	Robert L Lenoir, “Citizenship as a Requirement for the Practice of Law in Ontario” (1981) 13:3 Ottawa L Rev 527	1 ¹⁵¹	Lawyer	Public law
31	Claire L’Heureux-Dubé, “Re-examining the Doctrine of Judicial Notice in the Family Law Context” (1994) 26:3 Ottawa L Rev 551	1 ¹⁵²	Judge	Private law
32	Stephen G Linstead, “The Law of Crown Privilege in Canada and Elsewhere — Part 1” (1968–1969) 3:2 Ottawa L Rev 79	1 ¹⁵³	Student	Public law
33	Michael MacNeil, “Recent Developments in Canadian Law: Labour Law” (1986) 18:1 Ottawa L Rev 83	1 ¹⁵⁴	Professor	Public law
34	John Manley, “Case comment on <i>Eccles v. Bourque</i> ” (1975) 7:3 Ottawa L Rev 649	1 ¹⁵⁵	Student	Public law
35	Janice Dickin McGinnis, “Law and the Leprosies of Lust: Regulating Syphilis and AIDS” (1990) 22:1 Ottawa L Rev 49	1 ¹⁵⁶	Professor	Public law
36	Richard Moon, “Access to Public and Private Property Under Freedom of Expression” (1988) 20:2 Ottawa L Rev 339	1 ¹⁵⁷	Professor	Public law
37	Richard Moon, “ <i>R. v. Butler</i> : The Limits of the Supreme Court’s Feminist Re-Interpretation of Section 163” (1993) 25:2 Ottawa L Rev 361	1 ¹⁵⁸	Professor	Public law
38	Sophia Moreau, “ <i>R. v. Kapp</i> : New Directions for Section 15” (2008–2009) 40:2 Ottawa L Rev 283	1 ¹⁵⁹	Professor	Public law

150 *Canadian Dredge & Dock Co v The Queen*, [1985] 1 SCR 662, 19 DLR (4th) 314.

151 *Andrews v Law Society of British Columbia*, [1989] 1 SCR 143, 56 DLR (4th) 1.

152 *R v Spence*, 2005 SCC 71.

153 *R v Ahmad*, 2011 SCC 6.

154 *TWU v British Columbia Telephone Co*, [1988] 2 SCR 564, 54 DLR (4th) 385.

155 *R v Landry*, [1986] 1 SCR 145, 26 DLR (4th) 368.

156 *R v Cuerrier*, [1998] 2 SCR 371, 162 DLR (4th) 513.

157 *Committee for the Commonwealth of Canada v Canada*, [1991] 1 SCR 139, 77 DLR (4th) 385.

158 *Little Sisters Book and Art Emporium v Canada (Minister of Justice)*, 2000 SCC 69.

159 *Quebec (Attorney General) v A*, 2013 SCC 5.

	Author, Title, and Reference	Citations ¹²⁰	Status ¹²¹	Subject
39	David M Paciocco, "The <i>Charter</i> and the Rape Shield Provisions of the <i>Criminal Code</i> : More About Relevance and the Constitutional Exemptions Doctrine" (1989) 21:1 <i>Ottawa L Rev</i> 119	1 ¹⁶⁰	Professor	Public law
40	Julien D Payne & Kenneth L Kallish, "A Behavioural Science and Legal Analysis of Access to the Child in the Post-Separation/Divorce Family" (1981) 13:1 <i>Ottawa L Rev</i> 215	1 ¹⁶¹	Professor	Private law
41	Ghislain Otis, "The Charter, Private Action and the Supreme Court" (1987) 19:1 <i>Ottawa L Rev</i> 71	1 ¹⁶²	Professor	Public law
42	Donald R Stuart, "Criminal Law and Procedure" (1977) 9:1 <i>Ottawa L Rev</i> 568	1 ¹⁶³	Professor	Public law
43	Ruth Sullivan, "Trespass to the Person in Canada: A Defence of the Traditional Approach" (1987) 19:3 <i>Ottawa L Rev</i> 533	1 ¹⁶⁴	Professor	Private law
44	WS Tarnopolsky, "Just Deserts or Cruel and Unusual Treatment or Punishment? Where Do We Look for Guidance?" (1978) 10:1 <i>Ottawa L Rev</i> 1	1 ¹⁶⁵	Professor	Public law
45	Peter Wardle, "R. v. Abbey and Psychiatric Opinion Evidence: Requiring the Accused to Testify" (1985) 17:1 <i>Ottawa L Rev</i> 116	1 ¹⁶⁶	Student	Public law
46	Mark Zion, "Effecting Balance: Oakes Analysis Restaged" (2012–2013) 43:3 <i>Ottawa L Rev</i> 431	1 ¹⁶⁷	Student	Public law
47	GL Peiris, "The Admissibility of Evidence Obtained Illegally: A Comparative Analysis" (1981) 13:1 <i>Ottawa L Rev</i> 309	1 ¹⁶⁸ (see comment in footnote)	Professor	Public law

160 *Seaboyer*, *supra* note 29.

161 *Gordon v Goertz*, [1996] 2 SCR 27, 134 DLR (4th) 321.

162 *McKinney*, *supra* note 67.

163 *R v Krannenburg*, [1980] 1 SCR 1053, 108 DLR (3d) 333.

164 *Scalera*, *supra* note 120.

165 *Smith*, *supra* note 108.

166 *R v Lavallee*, [1990] 1 SCR 852, 55 CCC (3d) 97.

167 *R v KRI*, 2016 SCC 31.

168 *R v Collins*, [1987] 1 SCR 265, 38 DLR (4th) 508 (comment: Peiris' article was cited by the Court of Appeal which was, in turn, cited by the SCC).

TABLE 3 — LIST OF SCC JUDGMENTS CITING OLR ARTICLES
(1966–2017)

	Name	Citations	Opinion ¹⁶⁹
1	<i>Non-Marine Underwriters, Lloyd's of London v Scalera</i> , 2000 SCC 24	3 ¹⁷⁰	Majority opinion
2	<i>Eurig Estate (Re)</i> , [1998] 2 SCR 565, 165 DLR (4th) 1	2 ¹⁷¹	Majority opinion
3	<i>McKinney v University of Guelph</i> , [1990] 3 SCR 229, 76 DLR (4th) 545	2 ¹⁷²	Dissenting opinion
4	<i>R v Advance Cutting & Coring Ltd</i> , 2001 SCC 70	2 ¹⁷³	Majority opinion
5	<i>R v Kapp</i> , 2008 SCC 41	2 ¹⁷⁴	Majority opinion
6	<i>R v Seaboyer; R v Gayme</i> , [1991] 2 SCR 577, 83 DLR (4th) 193	2 ¹⁷⁵	Majority opinion
7	<i>620 Connaught Ltd v Canada (Attorney General)</i> , 2008 SCC 7	1 ¹⁷⁶	Unanimous opinion
8	<i>Allard Contractors Ltd v Coquitlam (District)</i> , [1993] 4 SCR 371, 109 DLR (4th) 46	1 ¹⁷⁷	Unanimous opinion
9	<i>Andrews v Law Society of British Columbia</i> , [1989] 1 SCR 143, 56 DLR (4th) 1	1 ¹⁷⁸	Concurring opinion

169 If an article is cited in majority opinion of the SCC, it is classified as such even if it is also cited by another judge in the same judgment as part of a concurring or dissenting opinion. Moreover, in Table 3, the term “dissenting opinion” includes opinions where a justice dissented in part from the majority opinion.

170 Ruth Sullivan, “Trespass to the Person in Canada: A Defence of the Traditional Approach” (1987) 19:3 *Ottawa L Rev* 533; Kathleen Mahoney, “*R. v. McCraw: Rape Fantasies v. Fear of Sexual Assault*” (1989) 21:1 *Ottawa L Rev* 207; Bruce Feldthusen, “The Civil Action for Sexual Battery: Therapeutic Jurisprudence?” (1993) 25:2 *Ottawa L Rev* 203.

171 Elmer Driedger, “Money Bills and the Senate” (1968) 3:1 *Ottawa L Rev* 25 [Driedger, “Money Bills”]; Small, *supra* note 75.

172 Ghislain Otis, “The Charter, Private Action and the Supreme Court” (1987) 19:1 *Ottawa L Rev* 71; Manwaring, *supra* note 61.

173 Etherington, “Freedom of Association,” *supra* note 35; Brian Etherington, “*Lavigne v. OPSEU: Moving Toward or Away From a Freedom to Not Associate?*” (1991) 23:3 *Ottawa L Rev* 533.

174 Richard H Bartlett, “Survey of Canadian Law: Indian and Native Law” (1983) 15:2 *Ottawa L Rev* 431; Russell G Juriansz, “Recent Developments in Canadian Law: Anti-Discrimination Law Part I” (1987) 19:2 *Ottawa L Rev* 447.

175 David M Paciocco, “The Charter and the Rape Shield Provisions of the *Criminal Code*: More About Relevance and the Constitutional Exemptions Doctrine” (1989) 21:1 *Ottawa L Rev* 119; Sheehy, *supra* note 23.

176 Driedger, “Money Bills,” *supra* note 171.

177 Magnet, *supra* note 50.

178 Robert L Lenoir, “Citizenship as a Requirement for the Practice of Law in Ontario” (1981) 13:3 *Ottawa L Rev* 527.

	Name	Citations	Opinion ¹⁶⁹
10	<i>B (R) v Children's Aid Society of Metropolitan Toronto</i> , [1995] 1 SCR 315, 122 DLR (4th) 1	1 ¹⁷⁹	Majority opinion
11	<i>British Columbia (Attorney General) v Canada (Attorney General)</i> , [1994] 2 SCR 41, 114 DLR (4th) 193	1 ¹⁸⁰	Majority opinion
12	<i>British Columbia (Public Service Employee Relations Commission) v BCGSEU</i> , [1999] 3 SCR 3, 176 DLR (4th) 1	1 ¹⁸¹	Unanimous opinion
13	<i>Canadian Dredge & Dock Co v The Queen</i> , [1985] 1 SCR 662, 19 DLR (4th) 314	1 ¹⁸²	Unanimous opinion
14	<i>Canadian National Railway Co v Canada (Attorney General)</i> , 2014 SCC 40	1 ¹⁸³	Unanimous opinion
15	<i>Committee for the Commonwealth of Canada v Canada</i> , [1991] 1 SCR 139, 77 DLR (4th) 385	1 ¹⁸⁴	Majority opinion
16	<i>Council of Canadians with Disabilities v VIA Rail Canada Inc</i> , 2007 SCC 15	1 ¹⁸⁵	Majority opinion
17	<i>Dedman v The Queen</i> , [1985] 2 SCR 2, 20 DLR (4th) 321	1 ¹⁸⁶	Dissenting opinion
18	<i>Global Securities Corp v British Columbia (Securities Commission)</i> , 2000 SCC 21	1 ¹⁸⁷	Unanimous opinion
19	<i>Gordon v Goertz</i> , [1996] 2 SCR 27, 134 DLR (4th) 321	1 ¹⁸⁸	Concurring opinion
20	<i>Health Services and Support—Facilities Subsector Bargaining Assn v British Columbia</i> , 2007 SCC 27	1 ¹⁸⁹	Majority opinion

179 Nicholas Bala & J Douglas Redfearn, "Family Law and the 'Liberty Interest': Section 7 of the Canadian Charter of Rights" (1983) 15:2 Ottawa L Rev 274.

180 Bohdan S Romaniuk & Hudson N Janisch, "Competition in Telecommunications: Who Polices the Transition?" (1986) 18:3 Ottawa L Rev 561.

181 McKenna, *supra* note 14.

182 LH Leigh, "The Criminal Liability of Corporations and Other Groups" (1977) 9:2 Ottawa L Rev 247.

183 Romaniuk & Janisch, *supra* note 180.

184 Richard Moon, "Access to Public and Private Property Under Freedom of Expression" (1988) 20:2 Ottawa L Rev 339.

185 McKenna, *supra* note 14.

186 S Cohen, "The Investigation of Offences and Police Powers" (1981) 13:1 Ottawa L Rev 549.

187 Elizabeth R Edinger, "Territorial Limitations on Provincial Powers" (1982) 14:1 Ottawa L Rev 57.

188 Julien D Payne & Kenneth L Kallish, "A Behavioural Science and Legal Analysis of Access to the Child in the Post-Separation/Divorce Family" (1981) 13:1 Ottawa L Rev 215.

189 Mark Chartrand, "The First Canadian Trade Union Legislation: An Historical Perspective" (1984) 16:2 Ottawa L Rev 267.

	Name	Citations	Opinion ¹⁶⁹
21	<i>Hercules Managements Ltd v Ernst & Young</i> , [1997] 2 SCR 165, 146 DLR (4th) 577	1 ¹⁹⁰	Unanimous opinion
22	<i>Kosmopoulos v Constitution Insurance Co</i> , [1987] 1 SCR 2, 34 DLR (4th) 208	1 ¹⁹¹	Majority opinion
23	<i>Lavigne v Ontario Public Service Employees Union</i> , [1991] 2 SCR 211, 81 DLR (4th) 545	1 ¹⁹²	Concurring opinion
24	<i>Little Sisters Book and Art Emporium v Canada (Minister of Justice)</i> , 2000 SCC 69	1 ¹⁹³	Majority opinion
25	<i>Martineau v Matsqui Disciplinary Bd</i> , [1980] 1 SCR 602, 106 DLR (3d) 385	1 ¹⁹⁴	Concurring opinion
26	<i>Ontario English Catholic Teachers' Assn v Ontario (Attorney General)</i> , 2001 SCC 15	1 ¹⁹⁵	Unanimous opinion
27	<i>Ontario Home Builders' Association v York Region Board of Education</i> , [1996] 2 SCR 929, 137 DLR (4th) 449	1 ¹⁹⁶	Concurring opinion
28	<i>Proulx v Quebec (AG)</i> , 2001 SCC 66	1 ¹⁹⁷	Dissenting opinion
29	<i>Quebec (Attorney General) v A</i> , 2013 SCC 5	1 ¹⁹⁸	Dissenting opinion
30	<i>Quebec (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse) v Montréal (City); Quebec (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse) v Boisbriand (City)</i> , 2000 SCC 27	1 ¹⁹⁹	Unanimous opinion

190 Ivan F Ivankovich, "Accountants and Third-Party Liability—Back to the Future" (1991) 23:3 Ottawa L Rev 505.

191 Marvin G Baer, "Recent Developments in Canadian Law: Insurance Law" (1985) 17:3 Ottawa L Rev 631.

192 Etherington, "Freedom of Association," *supra* note 35.

193 Richard Moon, "R. v. Butler: The Limits of the Supreme Court's Feminist Re-Interpretation of Section 163" (1993) 25:2 Ottawa L Rev 361.

194 Norman M Fera, "While Certiorari May Live in the Trial Division of the Federal Court, the Fairness Concept Has Suffered a Serious Blow: The Recent *Martineau* Decisions" (1979) 11:1 Ottawa L Rev 78.

195 Small, *supra* note 75.

196 Magnet, *supra* note 50.

197 Lewis N Klar, "Recent Developments in Canadian Law: Tort Law" (1991) 23:1 Ottawa L Rev 177.

198 Sophia Moreau, "R. v. Kapp: New Directions for Section 15" (2008–2009) 40:2 Ottawa L Rev 283.

199 McKenna, *supra* note 14.

	Name	Citations	Opinion ¹⁶⁹
31	<i>R v Ahmad</i> , 2011 SCC 6	1 ²⁰⁰	Unanimous opinion
32	<i>R v Collins</i> , [1987] 1 SCR 265, 38 DLR (4th) 508	1 ²⁰¹	Majority opinion
33	<i>R v Cuerrier</i> , [1998] 2 SCR 371, 162 DLR (4th) 513	1 ²⁰²	Concurring opinion
34	<i>R v DB</i> , 2008 SCC 25	1 ²⁰³	Dissenting opinion
35	<i>R v Ewanchuk</i> , [1999] 1 SCR 330, 169 DLR (4th) 193	1 ²⁰⁴	Concurring opinion
36	<i>R v Pontes</i> , [1995] 3 SCR 44, 100 CCC (3d) 353	1 ²⁰⁵	Dissenting opinion
37	<i>R v Hasselwander</i> , [1993] 2 SCR 398, 81 CCC (3d) 471	1 ²⁰⁶	Majority opinion
38	<i>R v KRJ</i> , 2016 SCC 31	1 ²⁰⁷	Majority opinion
39	<i>R v Krannenburg</i> , [1980] 1 SCR 1053, 108 DLR (3d) 333	1 ²⁰⁸	Unanimous opinion
40	<i>R v Landry</i> , [1986] 1 SCR 145, 26 DLR (4th) 368	1 ²⁰⁹	Dissenting opinion
41	<i>R v Lavallee</i> , [1990] 1 SCR 852, 55 CCC (3d) 329	1 ²¹⁰	Concurring opinion
42	<i>R v McCraw</i> , [1991] 3 SCR 72, 66 CCC (3d) 517	1 ²¹¹	Unanimous opinion
43	<i>R v Paré</i> , [1987] 2 SCR 618, 45 DLR (4th) 546	1 ²¹²	Unanimous opinion

200 Stephen G Linstead, “The Law of Crown Privilege in Canada and Elsewhere—Part 1” (1968–1969) 3:2 *Ottawa L Rev* 79.

201 GL Peiris, “The Admissibility of Evidence Obtained Illegally: A Comparative Analysis” (1981) 13:1 *Ottawa L Rev* 309.

202 Janice Dickin McGinnis, “Law and the Leprosies of Lust: Regulating Syphilis and AIDS” (1990) 22:1 *Ottawa L Rev* 49.

203 Nicholas Bala, “The 1995 *Young Offenders Act* Amendments: Compromise or Confusion?” (1994) 26:3 *Ottawa L Rev* 643.

204 Sheehy, *supra* note 23.

205 Webb, *supra* note 94.

206 Stephen Kloepfer, “The Status of Strict Construction in Canadian Criminal Law” (1983) 15:3 *Ottawa L Rev* 533.

207 Mark Zion, “Effecting Balance: *Oakes* Analysis Restaged” (2012–2013) 43:3 *Ottawa L Rev* 431.

208 Donald R Stuart, “Criminal Law and Procedure” (1977) 9:1 *Ottawa L Rev* 568.

209 John Manley, “Case comment on *Eccles v. Bourque*” (1975) 7:3 *Ottawa L Rev* 649.

210 Peter Wardle, “*R. v. Abbey* and Psychiatric Opinion Evidence: Requiring the Accused to Testify” (1985) 17:1 *Ottawa L Rev* 116.

211 Mahoney, *supra* note 170.

212 Kloepfer, *supra* note 206.

	Name	Citations	Opinion ¹⁶⁹
44	<i>R v Smith</i> , [1987] 1 SCR 1045, 40 DLR (4th) 435	1 ²¹³	Majority opinion
45	<i>R v Spence</i> , 2005 SCC 71	1 ²¹⁴	Unanimous opinion
46	<i>R v Stevens</i> , [1988] 1 SCR 1153, 51 DLR (4th) 394	1 ²¹⁵	Majority opinion
47	<i>R v W (G)</i> , [1999] 3 SCR 597, 178 DLR (4th) 76	1 ²¹⁶	Concurring opinion
48	<i>R v Wholesale Travel Group Inc.</i> , [1991] 3 SCR 154, 84 DLR (4th) 161	1 ²¹⁷	Dissenting opinion
49	<i>Re Residential Tenancies Act, 1979</i> , [1981] 1 SCR 714, 123 DLR (3d) 554	1 ²¹⁸	Unanimous opinion
50	<i>Saskatchewan Federation of Labour v Saskatchewan</i> , 2015 SCC 4	1 ²¹⁹	Majority opinion
51	<i>TWU v British Columbia Telephone Co.</i> , [1988] 2 SCR 564, 54 DLR (4th) 385	1 ²²⁰	Majority opinion
52	<i>UFCW, Local 1518 v KMart Canada</i> , [1999] 2 SCR 1083, 176 DLR (4th) 607	1 ²²¹	Unanimous opinion
53	<i>Winnipeg Child and Family Services (Northwest Area) v G (DF)</i> , [1997] 3 SCR 925, 152 DLR (4th) 193	1 ²²²	Majority opinion
54	<i>Young v Young</i> , [1993] 4 SCR 3, 108 DLR (4th) 193	1 ²²³	Dissenting opinion

213 WS Tarnopolsky, “Just Deserts or Cruel and Unusual Treatment or Punishment? Where Do We Look for Guidance?” (1978) 10:1 Ottawa L Rev 1.

214 Claire L’Heureux-Dubé, “Re-Examining the Doctrine of Judicial Notice in the Family Law Context” (1994) 26:3 Ottawa L Rev 551.

215 Elmer Driedger, “The Meaning and Effect of the Canadian Bill of Rights: A Draftsman’s Viewpoint” (1977) 9:1 Ottawa L Rev 303.

216 Sheehy, *supra* note 23.

217 Webb, *supra* note 94.

218 RB Buglass, “The Use of Extrinsic Evidence and the Anti-Inflation Act Reference” (1977) 9:1 Ottawa L Rev 183.

219 Chartrand, *supra* note 189.

220 Michael MacNeil, “Recent Developments in Canadian Law: Labour Law” (1986) 18:1 Ottawa L Rev 83.

221 Manwaring, *supra* note 61.

222 Julia E Hanigsberg, “Power and Procreation: State Interference in Pregnancy” (1991) 23:1 Ottawa L Rev 35.

223 Rosalie Silberman Abella, “Family Law in Ontario: Changing Assumptions” (1981) 13:1 Ottawa L Rev 1.

